



HAL
open science

“Sans les entretiens, je ne serais pas devenu un historien du travail” Trois itinéraires d’historiens des mondes ouvriers : retours d’expériences sur les enquêtes orales ”, Table ronde avec Rémy Cazals, Nicolas Hatzfeld, Michel Pigenet, animée par Ingrid Hayes et Ariane Mak, Rémy Cazals, Nicolas Hatzfeld, Michel Pigenet, Ingrid Hayes, Ariane Mak

► **To cite this version:**

Rémy Cazals, Nicolas Hatzfeld, Michel Pigenet, Ingrid Hayes, Ariane Mak. “Sans les entretiens, je ne serais pas devenu un historien du travail” Trois itinéraires d’historiens des mondes ouvriers : retours d’expériences sur les enquêtes orales ”, Table ronde avec Rémy Cazals, Nicolas Hatzfeld, Michel Pigenet, animée par Ingrid Hayes et Ariane Mak,. *Le Mouvement social*, 2021, N°274 (274), pp.31-65. 10.3917/lms1.274.0031 . hal-03958808

HAL Id: hal-03958808

<https://hal.science/hal-03958808>

Submitted on 26 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

« SANS LES ENTRETIENS, JE NE SERAIS PAS DEVENU UN HISTORIEN
DU TRAVAIL »

Trois itinéraires d'historiens des mondes ouvriers : retours d'expériences sur les
enquêtes orales

Table ronde avec [Rémy Cazals](#), [Nicolas Hatzfeld](#), [Michel Pigenet](#), animée par [Ingrid Hayes](#), [Ariane Mak](#)

Presses de Sciences Po | « [Le Mouvement Social](#) »

2021/1 N° 274 | pages 31 à 65

ISSN 0027-2671

ISBN 9782724636819

DOI 10.3917/lms1.274.0031

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-le-mouvement-social-2021-1-page-31.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

« Sans les entretiens, je ne serais pas devenu un historien du travail »

Trois itinéraires d'historiens des mondes ouvriers :
retours d'expériences sur les enquêtes orales

**Table ronde avec Rémy Cazals,
Nicolas Hatzfeld et Michel Pigenet,
animée par Ingrid Hayes et Ariane Mak***

« Il y avait une urgence à aller interroger les gens »

Découverte de l'enquête orale et entrée sur le terrain

*Comment avez-vous rencontré les sources orales dans votre parcours d'historien ?
Pourriez-vous revenir sur ce qui vous a poussé à débiter une enquête orale, et sur les
lieux d'échanges et de discussion qui existaient alors autour de ces pratiques ?*

Rémy Cazals – Je suis né à Mazamet dans un bassin industriel lainier. Quand j'ai voulu prendre un sujet de thèse d'histoire auprès de Rolande Trempé, qui avait fait un gros travail sur les mineurs de Carmaux, autre ville du département du Tarn, de 1848 à 1914¹, je me suis dit que j'allais faire la même chose pour les ouvriers de mon bassin industriel de Mazamet². Mais au lieu de commencer mon travail en 1848, ce qui était peut-être chronologiquement logique, je me suis dit qu'il fallait commencer par la dernière période, parce que là j'allais avoir des témoins éventuels, qui pourraient me raconter directement, donc oralement, ce qui s'était passé avant 1914, entre 1900 et 1914. J'ai même pu trouver d'anciens ouvriers qui avaient commencé à travailler avant la fin du XIX^e siècle. Pour moi, c'était l'urgence. Je me disais : « Si je ne le fais pas immédiatement (c'était en 1971-1972), dans dix ans je ne pourrai plus le faire. » Ce n'était pas une position théorique, mais un constat qu'il y avait une urgence à aller interroger les gens. Je n'avais rien lu sur les sources orales,

* Propos recueillis avec l'aide d'Odile Macchi.

1. R. Trempé, *Les mineurs de Carmaux, 1848-1914*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1971.

2. R. Cazals, « Le mouvement ouvrier à Mazamet au début du XX^e siècle », thèse de 3^e cycle sous la direction de R. Trempé, Université de Toulouse – Le Mirail, 1974. Voir aussi le livre issu de cette thèse : Id., *Avec les ouvriers de Mazamet dans la grève et l'action quotidienne, 1909-1914*, Carcassonne, CLEF 89, 1995 [1^{re} éd. : Maspero, 1978].

c'était au début des années 1970 et en France il n'y avait vraiment pas grand-chose. Les lectures théoriques sont venues après. Je me suis aperçu que, dans les grandes lignes, j'appliquais des méthodes cohérentes et de bon sens pour interroger les gens. On emploie quelquefois l'expression d'histoire orale. Je ne l'emploie pas car je fais de l'histoire, et pour faire de l'histoire je ratisse toutes les sources possibles, dont les sources orales, donc je préfère parler de l'apport des sources orales à l'histoire, avec la remarque que ces sources orales, il faut les faire apparaître, c'est le rôle de l'historien de faire surgir des choses qui auraient peut-être disparu s'il n'était pas intervenu.

Nicolas Hatzfeld – Pour ma part, je n'ai pas non plus principalement pensé recourir à l'oral en tant que démarche historique. Je reprenais des études d'histoire après des expériences hors université. Le recours à l'oral était d'une certaine façon assez lié au sujet que je voulais traiter, qui était le retour sur la grève de 1968. Je ne me suis pas énormément interrogé sur le recours à l'oral, cela faisait partie d'un paquet global d'aller étudier cela en tant que sujet d'histoire. Ceci dit, j'ai réfléchi que j'avais quand même, dans ma reprise d'études à Vincennes, eu un cours de Lucette Valensi à la fin des années 1970, début des années 1980. Elle, c'était l'histoire orale ! Elle traitait de ses propres terrains, le Moyen-Orient et le monde méditerranéen, mais aussi de l'histoire des communautés américaines. C'était un plaidoyer pour l'histoire orale (« L'histoire orale » était le titre du cours), pratiquée à la mode Vincennes, c'est-à-dire entre cours et séminaire. Je n'ai pas pensé consciemment : « Voilà, c'est quelque chose que je veux faire », pas du tout ; mais je l'ai suivi. Il est peut-être passé un héritage, une transmission, même si ce n'était pas pensé ainsi. Cela fait partie du bagage que j'avais, et c'est au moment de la maîtrise que j'ai procédé à du travail oral³. C'était des rencontres avec de l'oral.

Michel Pigenet – Un peu comme Rémy et Nicolas, j'ai fait de l'histoire orale sans véritablement m'interroger sur ses exigences méthodologiques. Je viens de la géographie, celle que l'on pratique à Toulouse à la charnière des années 1960-1970 : une géographie de terrain. On multiplie les sorties dans le Lauragais voisin afin d'observer les paysages et d'interroger les paysans sur ce qu'ils font, les types de faire-valoir, les modes de culture, l'équipement des exploitations, leurs débouchés, etc. Cela produit des sources que nous nous efforçons de cartographier. La réflexion sur les sources, esquissée dans les TD d'histoire, viendra plus tard. J'acquiesce assez tôt, en revanche, une pratique de l'entretien. Avec les agriculteurs, mais également en ville et en zone périurbaine. En 1970, après un premier mémoire de licence sur le « logement des étudiants en géographie », la maîtrise réalisée avec une autre étudiante porte sur l'évolution sociale des villages de la périphérie toulousaine⁴. Dans les deux cas, l'étude repose largement sur des entretiens. Après le Capes, je passe l'agrégation de géographie en 1971 et suis nommé à Vierzon au sortir du service militaire. À cette date, j'envisage de faire une thèse de géographie sur les circuits financiers régionaux, mais les sources accessibles font défaut. Entré en relation avec Rolande Trespé, qui dirige le mémoire d'histoire de mon épouse, nous nous rencontrons assez souvent, à l'occasion de vacances scolaires, pour des échanges à bâtons rompus au cours desquels nous faisons le tour du monde. Je lui

3. N. Hatzfeld, « La grève de mai-juin 1968 aux automobiles Peugeot à Sochaux », mémoire de maîtrise, Université Paris 8, 1985.

4. M. Pigenet et M.-T. Rifatterra, « Transformations sociales des villages péri-urbains, exemple des communes de la Bouconne », mémoire de maîtrise de géographie, Faculté des Lettres de Toulouse, 1970.

parle de Vierzon, du Cher et d'un projet d'ouvrage sur la Résistance communiste, thème qui l'occupe déjà beaucoup. Elle m'explique ses recherches, les contacts noués avec d'anciens résistants, leurs témoignages, qu'elle recueille d'autant plus aisément, me semble-t-il, qu'elle fut des leurs pendant l'Occupation. J'ai bien conscience de ne pas bénéficier du même atout biographique, mais nos conversations s'attardent davantage sur les résultats obtenus que sur les bonnes pratiques en histoire orale.

J'enseigne au lycée de Vierzon, ville ouvrière et « rouge », dans une région qui l'est aussi, centres urbains et villages compris. Je ne le suis pas moins. En provenance de Toulouse et d'un Sud-Ouest plutôt roses, la tranquille radicalité berrichonne m'intrigue d'autant plus qu'elle est ancienne. J'entreprends avec mes élèves une enquête sur la mémoire ouvrière locale, ébauche d'une variante scolaire du mouvement contemporain d'*History Workshop*, dont, ceci dit, j'ignore tout à cette date. Questionnaire et magnétophone en mains, deux à trois dizaines de lycéens interrogent, plusieurs semaines durant, leurs parents, voisins et connaissances sur leur première journée de travail, leur itinéraire professionnel, leurs souvenirs de temps forts et d'événements. L'initiative coïncide avec la préparation de la commémoration du bicentenaire de la construction, par le comte d'Artois, d'un établissement métallurgique destiné à valoriser les bois de son apanage vierzonnais. Dépourvue de prétention scientifique, l'initiative ne s'accompagne pas moins de l'élaboration d'une grille d'entretien et d'une réflexion sur les meilleures façons de solliciter les témoins. Au total, les lycéens reviennent avec des dizaines d'heures d'enregistrement, dont le contenu stimule mon envie d'histoire. Au fur et à mesure que je me familiarise avec la région, je découvre, en effet, combien elle est un remarquable conservatoire de traditions. Au hasard de discussions avec d'anciens résistants rencontrés en vue de l'ouvrage écrit avec Marcel Cherrier⁵, il m'arrive ainsi de capter des bribes d'allusions aux Mariannes de la Seconde République et à leur lourde répression, en 1851. Évocations approximatives, mais significatives, du traumatisme transmis, de génération en génération, jusque dans les hameaux les plus reculés, notamment là où, au tournant du siècle et pour quatre décennies, prit corps un puissant mouvement bûcheron. Je peux, cette fois, aller au-devant des ultimes témoins directs. Sur la lancée, j'envisage d'élargir au département ma base vierzonnaise de récits enregistrés, sans trop savoir ce que j'en ferai⁶. L'hypothèse d'une recherche universitaire est dans l'air, sans se préciser davantage. Pour tout dire, dans mon coin de Berry, je ne m'en soucie guère. Vers 1978-1979, pour des raisons en partie politiques, je ressens toutefois le besoin de prendre un peu de recul et de temps afin de mettre à plat plein de choses, de m'extraire des fausses « urgences » et d'interroger les ressorts d'engagements intenses. Jusque-là, seuls les abonnements à des revues d'histoire atténuent un peu mon isolement scientifique, sans oublier les discussions avec Rolande Trespé, jusque-là plus amicales qu'universitaires. Pour

5. Responsable clandestin des communistes du Cher, Marcel Cherrier fut dirigeant de la région R5 à compter de 1943, vice-président, puis président, du Comité départemental de libération. Voir M. Cherrier et M. Pigenet, *Combattants de la liberté. La Résistance dans le Cher*, Paris, Éditions sociales, 1976.

6. Hormis la contribution à un ouvrage collectif et militant : M. Picard, M. Pigenet, P. Pigenet et R. Rygiel, *Terre de luttés. Les précurseurs (1848-1939). Histoire du mouvement ouvrier dans le Cher*, Paris, Éditions sociales, 1977.

le reste, la distance et le manque de temps me tiennent à l'écart des séminaires méthodologiques, qui m'auraient probablement épargné bien des erreurs.

Vous vous souvenez de cela précisément, des erreurs initiales que vous aviez faites ? Et dans le cadre des échanges avec les lycéens que vous envoyiez faire des enquêtes, là aussi se posaient des questions méthodologiques ?

Michel Pigenet – Effectivement, à l'écoute des bandes enregistrées, je détecte assez vite ce qui ne va pas : questions abruptes ou trop générales, interruptions des témoins, tentation de combler à tout prix leurs silences, respect trop strict d'une grille d'entretien simultanément passe-partout et rigide, chasse intempestive aux digressions ou à ce que l'on tient pour tel, incapacité à rebondir... À l'usage, nous redécouvrons la règle d'or des entretiens : prendre au sérieux le témoin et l'écouter vraiment. Dans cette perspective, l'enquêteur doit réaliser le caractère intrusif de tout entretien, relativiser ses certitudes, préalable à l'intelligence de celles des autres. Rien que de très banal, assurément. L'apprentissage nous incite, encore, à mieux travailler l'amont des entretiens, à réunir le maximum d'informations sur les témoins et les thèmes qui seront abordés, à élaborer des questionnaires accordés aux sujets privilégiés et aux interlocuteurs, à les adapter à chaque contexte, à expliquer la démarche. Dès ce moment, je réalise l'intérêt d'avancer dans le sens d'une co-construction combinant entretiens et séances de restitution-discussion au cours desquelles les témoins participent à la réflexion sur les événements évoqués. Dans la mesure du possible, car il n'appartient pas à l'historien de provoquer des rétrospections aux allures de bilan de vie et d'autoévaluation. Ces savoir-faire et ces perspectives s'acquièrent et se précisent sur le tas, avec ce que cela suppose de tâtonnements et d'impasses. Détail qui peut avoir son importance, secrétaire à la propagande de la section du PCF, je supervise la publication d'un journal pour lequel je réalise des enquêtes auprès de syndicalistes très actifs en ces ultimes années d'effervescence sociale. Les connivences partisans facilitent les contacts. Au besoin, je fais valoir ma qualité d'enseignant, facteur complémentaire de confiance, sans en mesurer sur-le-champ les effets. Mes attitudes, mon vocabulaire, mes références, etc., sont ceux d'un « prof ». Origine sociale et tutoiement de rigueur n'y changent rien. L'illusion d'homogénéisation politique m'empêche de pousser plus avant l'analyse des biais à l'œuvre. À l'heure de la transcription et de l'exploitation des témoignages, je perçois mieux le rapport social à l'œuvre sous l'entretien, par exemple à travers l'inégale capacité des témoins à « prendre la parole », développer leur point de vue, en fait à s'autonomiser face aux mots, suggestions et propositions de l'interviewer, fût-ce au prix de longs détours.

Rémy, vous souvenez-vous aussi d'une maturation progressive sur le plan méthodologique ? Vous êtes-vous confronté à des questions que vous n'aviez pas nécessairement formulées au départ ?

Rémy Cazals – Je n'ai pas eu de problème méthodologique dans la mesure où la théorie de l'histoire orale ne m'intéressait pas spécialement. Ce qui m'intéressait, c'était de recueillir des informations. La différence entre ma situation et celle de Michel, c'est que mon enquête se déroulait dans la ville où se trouvait mon père, qui connaissait beaucoup de monde et était un peu mon correspondant sur place. J'étais professeur à Grenoble, je venais à Mazamet pour les vacances, et il avait en quelque

sorte déblayé le terrain, fait un gros travail d'approche : avant même que j'aie interrogé les gens, il y avait eu un contact avec mon père, et une fois que j'arrivais, je n'étais pas perçu comme le prof mais plutôt comme un étudiant qui avait besoin de mes interlocuteurs pour, comme ils disaient, faire quelque chose qui soit utile « aux études », donc ils avaient conscience de m'apporter quelque chose.

Le deuxième point, c'est qu'il m'est toujours arrivé dans mes entretiens d'expliquer pourquoi j'étais là, et d'expliquer qui j'étais. Par exemple, je me souviens d'une dame qui s'appelait Louise Rouanet, qui était née en 1886 et qui donc devait avoir 85 ans, et elle a commencé à m'interroger (c'est l'interviewer qui devient l'interviewé) et quand elle a compris que j'étais le petit-fils d'Armandine à côté de laquelle elle avait travaillé pendant vingt-cinq ans, vous pouvez comprendre que là, les rapports sont devenus extrêmement faciles. Quant aux différences qu'il pouvait y avoir entre eux et moi, comme il y en avait entre les ouvriers de Vierzon et Michel, elles portaient sur le fait que j'étais plutôt politiquement à gauche et que les ouvriers de Mazamet étaient de fichus réactionnaires, c'est incontestable, mais bon, je le savais, je l'admettais. Dernier point, je parlais français, les anciens ouvriers parlaient français, mais de temps en temps venaient quelques phrases en patois, et sans que je le parle moi-même très bien, je le comprenais, et ça a favorisé aussi de très bonnes relations.

Ce statut d'enfant du pays, « de Mazamétain face à des Mazamétains⁷ » a pu faciliter à bien des égards les entretiens. Est-ce qu'il a aussi constitué une limite sur certaines questions ? On sait qu'il est parfois plus difficile d'interroger des proches : est-ce que dans votre cas cela a pu être une forme d'obstacle ?

Rémy Cazals – Je ne pense pas qu'il y ait eu vraiment d'obstacles. Naturellement, quand on va interroger les gens, il faut déjà en savoir beaucoup, parce que si vous arrivez devant une personne en ne sachant rien, cette personne se dit que ce n'est pas la peine de vous parler, « il n'y connaît rien, on s'arrête là, ça n'a aucun intérêt » ; moi je savais déjà des choses, je pouvais participer ainsi à un dialogue plutôt qu'à un entretien ; je savais qu'il y avait eu de grandes grèves en 1909, je savais un peu comment elles s'étaient passées, les gens ajoutaient un détail, je pouvais le resservir chez un autre, donc, pour moi cela s'est vraiment très bien passé. J'étais capable de traduire ce que les gens disaient. Par exemple, quand un fils d'ouvrier me disait : « mon père ne faisait pas de politique », alors que je savais qu'il était un des bras droits du candidat réactionnaire (à Mazamet, quand on dit ne pas faire de politique, c'est être à droite)... Il faut connaître les termes : il faut savoir qu'à Mazamet, la grande injure, c'est « fainéant », il faut le savoir, il faut connaître certaines phrases en occitan. Il y avait une sorte de connivence. On peut ajouter la relation entre l'interviewé et le matériel, le magnétophone ; dans mon cas, tout le monde a accepté sans problème que les conversations soient enregistrées, que le magnétophone soit là. Le seul qui a refusé, c'était un directeur d'usine, parce que, lors de la grève de 1909, il avait fait quelque chose qui n'était pas tout à fait correct, alors il n'a pas voulu que je l'enregistre ; mais il me l'a dit quand même et je l'ai pris en note, ce qui revenait exactement au même.

7. R. Cazals, *Avec les ouvriers de Mazamet...*, op. cit., p. 10.

Il y a aussi la dynamique inverse, lorsque l'enquête vient éclairer, pour votre famille, certains pans de l'histoire locale. Ma mère, qui était née en 1920, qui allait donc à l'école dans les années 1920 et au début des années 1930, m'a raconté que sa voisine lui avait dit : « Attention, dans cette rue il y a la maison du traître. » Ma mère, qui était très jeune, avait peur : elle faisait un détour pour ne pas passer devant la maison du traître. Et quand j'ai discuté avec elle dans les années 1970, elle ne savait toujours pas ce qu'était cette histoire de traître. Là, c'est moi qui ai pu apporter les réponses, puisque c'était la maison d'un certain Monsieur Molinier, qui avait été le secrétaire de la section locale de la Ligue des droits de l'homme à l'époque de l'affaire Dreyfus, et que l'on surnommait Dreyfus, et donc pour cette voisine de ma mère, qui était une vieille bigote, qui était elle-même influencée par la presse cléricale, c'était « le traître ». J'ai pu, quarante ans après, expliquer à ma mère cette histoire de maison du traître qui avait pu perturber son esprit quand elle allait à l'école.

Nicolas, de votre côté, dans quelles circonstances s'est déroulée votre entrée dans l'enquête : est-ce qu'il y a eu aussi des formes de connivences, politiques ou pas, comme voulait l'aborder Michel, ou familiales, comme le mentionnait Rémy ?

Nicolas Hatzfeld – J'ai une expérience très différente de celle de Rémy comme entrée dans l'enquête et entrée dans l'usage de l'oral, puisque je ne suis d'origine, ni du pays de Montbéliard et de Peugeot, ni ouvrier. Je suis entré dans l'histoire en rompant avec le militantisme. Parmi les héritages, il y avait l'héritage militant, et comme héritage militant, j'en avais deux : j'avais été ouvrier quelques années, établi, de 1971 à 1975, et, après avoir quitté l'usine comme établi, j'avais fait l'expérience de participer à une équipe qui faisait un quotidien militant (*Le Quotidien du Peuple*). Je ne faisais pas de journalisme à cette époque-là, mais je fréquentais sans arrêt des journalistes qui faisaient des reportages, qui allaient faire des enquêtes sur le terrain, et pendant quelques années, j'ai baigné dans cette ambiance de gens qui revenaient d'enquêtes en ayant des extraits d'entretiens. Donc, j'avais connaissance de pratiques d'enquêtes journalistiques militantes. J'ai fait une seule fois une enquête moi-même, une enquête militante sur 1968 à Sochaux, et je me souviens que j'étais allé voir Madeleine Rebérioux avec cette enquête, en lui disant : « J'aimerais faire une maîtrise là-dessus. » Elle regarde les deux pages que j'avais écrites et me dit : « Vous savez, ça, ce n'est pas de l'histoire, et si vous voulez faire de l'histoire, il faudra faire autre chose que ça. » J'étais reparti chez moi penaud, je n'avais pas entrepris à ce moment ma maîtrise. J'avais ce bagage qui était contradictoire : cet héritage qui, quand même, facilite beaucoup l'appropriation des démarches d'enquête orale et, tout à la fois, la compréhension, une fois que je m'y suis mis, que ça allait être compliqué. Il y a eu, dès que j'ai fait cette recherche sur l'histoire de 1968, à la fois cet héritage et la rupture avec toute une série d'éléments du militantisme.

Notamment, quand j'ai fait cette recherche sur l'histoire de 1968, au début des années 1980 (donc quinze ans après seulement), c'était vraiment penser en historien, donc arrêter de voir 1968 comme un horizon d'attente ; et considérer définitivement 1968 comme du passé⁸. Je suis allé voir des gens que je connaissais bien, avec lesquels j'avais des rapports d'amitié, même en étant installé à Paris (j'allais quelquefois leur rendre visite), et je leur ai dit : « Je voudrais *faire* l'histoire

8. N. Hatzfeld, « La grève de mai-juin 1968 aux automobiles Peugeot à Sochaux », *op. cit.*

de 1968. » Pour une partie d'entre eux, c'était continuer ce qu'on avait plus ou moins fricoté ensemble, puisque j'étais allé m'établir là-bas à cause du poids de ce qui s'était passé en 1968. Donc tout de suite, j'ai eu à faire comprendre que ce que je voulais faire, c'était autre chose que ce dont ils avaient l'habitude.

Il y a un autre événement qui m'a amené vers cela : comme je l'ai dit, j'avais fait deux pages dans un journal militant sur ce qui s'était passé en 1968, et j'avais vu dans un autre journal militant l'interview d'un de mes très bons amis, que j'avais moi-même interviewé, et je le voyais dérouler une grande partie de ce qu'il m'avait dit ; donc j'avais vu le côté « stéréotype » de gens qui sont trop interrogés et qui finissent par durcir – même si ce n'est pas intentionnel – un discours qui est spontané la première fois qu'il sort. Je me rappelle que j'avais été très marqué par le fait qu'il fallait que je fasse sortir de leurs gonds les gens que j'avais à interroger, notamment ceux-là, des gens importants qui avaient une dimension stratégique dans le témoignage qu'ils voulaient délivrer (politique ou stratégique, comme on veut). Donc j'avais compris, avant d'engager la première recherche d'histoire, cette nécessité de construire un décalage dans l'entretien. Je pense que j'avais un peu réussi⁹, j'avais eu la réaction d'un autre bon ami qui disait : « C'est la première fois qu'on me fait parler sur 1968 de cette façon-là. » Parce qu'il m'avait connu vendeur du journal militant, quand je suis allé le voir, il s'était préparé un discours mémoriel sur 1968 et j'avais en partie réussi à le déstabiliser quant à ce qu'il pensait être mon attente « engagée et militante » de demande de témoignage. Quelques éléments s'étaient construits par cette déprise, un peu inconfortable, mais déprise d'une posture militante, et cette volonté très forte de construire un espace de réinvention de récits.

Pourriez-vous revenir sur la manière dont votre expérience d'établi, et cette première enquête en maîtrise, ont pu nourrir l'enquête de terrain menée ensuite dans le cadre de votre thèse, qui allie observation participante et entretiens, chez Peugeot-Sochaux ?

Nicolas Hatzfeld – Quand je vais faire ma maîtrise sur 1968, je suis ancien établi, je ne veux plus être militant mais je veux réexaminer le passé, j'ai toute une série de choses à régler. Quand, en 1996, je retourne à l'usine pour faire la thèse¹⁰, le troisième temps de présence à Sochaux, j'y vais dans le cadre d'une enquête de sociologie au départ, et j'ai fixé la condition : « Je serais très content de participer à cette enquête, à condition de pouvoir occuper un poste », donc cela m'amène à dialoguer avec mon propre passé d'expérience d'atelier.

L'observation participante me donne un ancrage, elle permet d'expérimenter dans le corps, c'est très important d'expérimenter un petit territoire social, celui de l'endroit où j'ai à nouveau une pratique d'ouvrier d'usine. Cela me permet d'observer, et d'engranger énormément de conversations, et là cela se reconnecte très précisément et assez directement avec l'enquête orale, ça me permet d'engranger des conversations ordinaires, au fil de la vie de tous les jours, et ces conversations ordinaires n'ont pas le même contenu, et quelquefois sont orthogonales par rapport

9. Id., « Historien et établi, retours d'expériences », intervention à la conférence de l'Association française pour l'histoire des mondes du travail, « Écrire le travail », 26 septembre 2020.

10. Id., « Organiser, produire, éprouver : histoire et présent de l'usine de carrosserie de Peugeot à Sochaux, 1948-1996 », thèse de doctorat en histoire, sous la direction de P. Fridenson, EHESS, 2000. Voir aussi Id., *Les gens d'usine. 50 ans d'histoire à Peugeot-Sochaux*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 2002.

à des témoignages de source orale. C'était aussi une expérience particulière et intéressante, et qui m'a tout de suite marqué. À la fin de ce séjour, qui encore une fois est un séjour ethnographique, d'observation participante, par curiosité je procède à des entretiens avec des gens avec qui j'avais travaillé pendant six semaines. J'avais été très frappé de voir qu'il y avait parfois superposition quasi parfaite, parfois décalage, parfois opposition quasi parfaite entre ce que j'avais noté quelquefois au fil de l'eau dans mes carnets de terrain et ce que je recueillais en entretien. Il y avait donc toute une variété de relations, ce qui m'a à ce moment-là conforté dans l'idée que les sources orales peuvent légitimement être des sources uniques, mais cela pose un énorme problème qu'il faut prendre en considération ; si l'on évite de ne recourir qu'à des sources orales, on s'enrichit de ces corrections réciproques. Les témoignages n'étaient pas plus faux que les recueils au fil du temps, pas plus vrais mais pas plus faux : c'était un matériau différent, mais c'était passionnant de voir ces recouplements entre dires au fil du temps ordinaire et témoignages issus d'entretiens.

Vous vous souvenez d'un exemple ?

Nicolas Hatzfeld – Je me souviens de quelqu'un qui n'arrêtait pas de contester, de critiquer. Or, dans l'entretien, il me raconte incidemment que très souvent il va faire des parties de VTT dans les bois avec le chef d'équipe, qui était un autoritaire costaud ! En réalité, on m'avait placé là dans une équipe qui était « verrouillée », c'était classique. Un deuxième exemple, c'était quasiment l'opposé, quelqu'un qui faisait des sourires à tout le monde, et surtout à la hiérarchie, un ouvrier-paysan qui avait soixante moutons chez lui et assurait sa Sécurité sociale en venant travailler ses huit heures à l'usine, et qui en entretien me raconte les combats qui se sont déroulés avant que je n'arrive dans l'équipe, les héritages de conflits que j'ai plus ou moins perçus, et il me montre les positions qu'il avait prises, des positions antagonistes. Ça donne sens à des choses toutes simples, anodines : chaque jour, avant de commencer la journée de travail, il prenait le sucre – dans le café – de trois tasses de café. Deux de ses amis prenaient chacun une tasse de café, et il gardait la troisième. C'étaient deux anciens co-grévistes d'une grève antérieure. Il faisait ce geste juste devant la cabine du chef, avec un gentil sourire, que je n'avais pas du tout interprété, que je n'avais pas les moyens d'interpréter. Voilà, c'étaient des choses comme cela, qui enrichissaient considérablement les observations de terrain.

Michel, vous nous avez parlé des débuts de vos pratiques en histoire orale, peut-être pouvez-vous revenir sur ce qu'il en a été au moment où vous avez commencé la thèse, quels étaient votre mode d'entrée et vos pratiques une fois que vous avez amorcé ce travail ?

Michel Pigenet – Il y a rupture et continuité entre la période « enseignant/militant » et le « moment thèse ». La rupture, réelle, est cependant plus lente, moins nette sans doute que celle relatée par Nicolas. Le désengagement partisan ne brise pas les liens noués, l'insertion vierzonnaise, la continuité des engagements sociaux. Nombre d'interrogations anciennes subsistent, reformulées et mûries à la lumière de ce que j'ai appris ou cru comprendre sur le terrain, qui devient mon terrain de thèse. L'idée d'une recherche universitaire a cheminé au cours de mes échanges avec Rolande Treppe. Le projet débouche sur une inscription en bonne et due forme, mais je ne m'attelle vraiment à la thèse qu'en 1979, année à partir de laquelle je fréquente assidûment la salle de lecture des Archives départementales du

Cher. Avec plus de succès qu'auparavant, quand les interdits pesant sur les dépôts couvrant l'Occupation m'obligeaient à privilégier les témoignages et les documents, heureusement abondants, conservés par les acteurs de la période. Pour la thèse, dont la borne ultime est 1914, l'histoire orale n'est plus de saison, je garde un œil, cependant, sur les entretiens réalisés auparavant et retranscrits à la hâte. Quelques-uns débordent sur l'avant-guerre, tandis que les liens noués dans les villages me permettent d'explorer les spécificités bûcheronnes. J'en tire, en 1983, une thèse de troisième cycle¹¹ et le film *Les Bochetons*, réalisé avec Guy Chapouillié.

J'enchaîne aussitôt la rédaction de ma thèse d'État, soutenue en 1987, sous la direction de Maurice Agulhon qui a pris le relais de Rolande Trempe¹². Muté à Paris, je me tourne vers des périodes plus récentes, où les entretiens suppléent la fermeture des fonds publics sur des sujets sensibles : Résistance, Libération, guerre froide. Par chance, cette fois encore, les acteurs encore en vie ou leurs descendants m'ouvrent leurs archives. Au terme d'une rencontre avec Léo Matarasso, celui-ci m'autorise ainsi à consulter son dossier d'avocat de « l'Affaire des pigeons¹³ », lequel contient l'essentiel des rapports de police remis au magistrat instructeur. Grâce à ces pièces, je contourne le veto opposé par la préfecture de Police à mes demandes. De telles coopérations nécessitent d'avoir acquis, avant l'entretien, suffisamment de familiarité avec l'objet d'étude. Là, je partage ce que disait Rémy : susciter l'intérêt de ses interlocuteurs suppose d'avoir une bonne connaissance de ce que l'on aborde avec eux, preuve, au demeurant, du sérieux de la démarche et de l'intérêt porté au témoin comme à son témoignage. Ce savoir préalable et l'empathie qui le motivait m'aident à surmonter la défiance de principe des dockers à l'égard des curieux. Quand je rencontre quelqu'un, il importe qu'il sache de quoi il sera question. À cette fin, j'adresse souvent à l'avance ma grille d'entretien, ce qui permet au témoin de se préparer, parfois d'entreprendre des recherches dans ses archives, voire parmi les objets témoins de son passé – outils, perruques, décorations. Un bémol : mieux vaut proscrire l'excès de questions, qui impressionne, voire inquiète jusqu'à entraîner l'annulation du rendez-vous. En général, ces gages de confiance sont payés de retour, ce qui ne garantit pas à coup sûr contre les tentations de « balader » l'historien... Dans l'ensemble, la méthode s'est avérée efficace, qu'il s'agisse des volontaires de la colonne Fabien¹⁴, des acteurs du 28 mai 1952 ou d'autres recherches.

11. M. Pigenet, « Les bûcherons du Cher (fin XIX^e siècle-1914), des luttes à l'organisation ; activités saisonnières et conscience sociale », thèse de 3^e cycle, sous la direction de R. Trempe, Université Toulouse 2, 1983, dont une version remaniée est publiée sous le titre : « *Ouvriers, paysans, nous sommes...* ». *Les bûcherons du Centre de la France au tournant du siècle*, Paris, L'Harmattan, 1993.

12. Id., « Les ouvriers du Cher (fin XVIII^e siècle-1914). Travail, espace et conscience sociale », sous la direction de M. Agulhon, doctorat d'État, Université Paris 1, 1987, dont une version réduite est publiée sous le même titre, en 1990.

13. Le 28 mai 1952, le PCF appelle à protester contre la venue à Paris du général américain Ridgway. Au cœur des heures les plus chaudes de la guerre froide, il s'agit de signifier la détermination communiste et de raffermir son noyau activiste. Au terme d'affrontements très violents avec les forces de l'ordre, qui font un mort et des centaines de blessés parmi les manifestants et 372 dans les rangs de la police, 718 personnes sont interpellées, dont Jacques Duclos, numéro deux du parti. Dans sa voiture, les policiers trouvent deux pigeons morts, destinés à la consommation, mais qu'ils soupçonnent d'avoir été utilisés pour de mystérieux échanges. L'« Affaire des pigeons » commence, elle débouche sur l'ouverture d'une instruction pour atteindre à la sûreté intérieure et extérieure de l'État. Voir M. Pigenet, *Au cœur de l'activisme communiste des années de guerre froide. « La manifestation Ridgway »*, Paris, L'Harmattan, 1992.

14. Id., *Les « Fabiens » des barricades au front (septembre 1944-mai 1945)*, Paris, L'Harmattan, 1995.

L'entretien peut également déclencher un processus de remémoration et susciter la proposition d'une nouvelle rencontre ou l'envoi de lettres complétant ou rectifiant les propos antérieurs. Mieux vaut donc partir d'un bon pied. Les précautions évoquées y contribuent, à l'instar du repérage des bons interlocuteurs-ressources, à la fois bien informés, reconnus et ouverts aux préoccupations historiennes, capables de proposer des noms, des adresses et, si nécessaire, de décrocher le téléphone pour convaincre de « l'utilité » d'un témoignage qui vous échappe. Lorsque le rendez-vous est pris, il est préférable de ne pas venir les mains vides. Comprenez d'amener avec soi quelques documents, un plan, une coupure de presse, des photos : « Vous rappelez-vous de cela ? Qui est cette personne ? », etc. Un entretien, c'est un échange, oui, et ça se prépare.

« Nous, syndicalistes, on ne s'intéresse pas aux archives, on est dans le moment présent »

Des archives écrites aux résistances des interviewés

Cette question des documents que vous évoquez nous intéresse tout particulièrement, notamment les jeux qui se nouent en cours d'enquête, entre sources écrites et sources orales.

Michel Pigenet – Dans un article des *Annales* paru en 2001¹⁵, Guy Marchal écrit qu'il faut savoir trouver les traces orales disparues. Publié en 1975, *Montaillou, village occitan*, fondé sur les registres de l'Inquisition, participe de cette quête. À la lecture des notes d'audience prises sept siècles plus tôt, on entend les témoins et les prévenus¹⁶. L'ouvrage est de ceux qui m'ont orienté vers les archives judiciaires. J'ai d'abord consulté des dossiers d'instruction pour collecter des informations factuelles sur des événements sociaux et politiques précis : coalitions, grèves, émeutes, complots, insurrections... À l'usage, j'y ai puisé une foule de données sur plein d'autres choses. Documents écrits, les retranscriptions d'interrogatoires et les témoignages laissent entendre des voix du passé. Ce ne sont pas, certes, les personnes interrogées qui tiennent la plume et tous les greffiers ne se valent pas. On regrette certains raccourcis et l'on aimerait ajouter ses questions à celles des gendarmes, du commissaire ou du juge. Il n'empêche, la moisson est généralement abondante, en premier lieu pour ce qui touche au quotidien, aux représentations d'une époque et d'un milieu, à leurs vocabulaires et à leurs raisonnements. De ce point de vue, qui n'est pas celui des magistrats, les suspects peuvent bien mentir, l'essentiel est qu'ils « mentent vrai », comme dirait Aragon. Pour l'historien des milieux populaires, d'ordinaire silencieux dans les sources écrites, l'exactitude des récits compte moins que leur véracité. Ce qui n'exclut pas la minutie et un accès aux gestes, si difficilement saisissables en histoire du travail, mais que traque obstinément, par chance, l'administration judiciaire de la preuve.

15. G. P. Marchal, « De la mémoire communicative à la mémoire culturelle. Le passé dans les témoignages d'Arezzo et de Sienna (1177-1180) », *Annales. Histoire, sciences sociales*, vol. 56, n° 3, 2001, p. 563-589.

16. E. Le Roy Ladurie, *Montaillou, village occitan de 1294 à 1324*, Paris, Gallimard, 1975.

Rémy, avez-vous des exemples de tissage particulier qui ont pu se faire entre archives orales et archives écrites durant votre enquête ? Qu'en est-il de l'importance de ces documents que l'on collecte en tant qu'historien durant l'enquête ?

Rémy Cazals – Concernant le rapport entre l'entretien et d'autres documents, prenons l'exemple de la carte postale de grève, capable de susciter des souvenirs et des recherches. Sur une photo de grève à partir de laquelle j'ai travaillé (Fig. 1), il y a un certain nombre d'ouvriers dans la rue – c'est en février 1909 –, j'ai pu y repérer le grand leader syndical et, en tête du groupe des femmes, Mme Marie Roucayrol, qui avait 20 ans à l'époque et que j'ai pu interviewer en 1972. J'ai vu sur cette carte postale deux drapeaux, dont un qui est tricolore. Je me suis demandé si celui qui est d'une seule couleur était rouge : ça m'étonnait parce que je savais que le milieu ouvrier mazamétain était extrêmement réactionnaire, très clérical, très catholique, et donc la présence d'un drapeau rouge me surprenait vraiment. Les témoins m'ont dit : « Nous avons vu le drapeau rouge en tête de la manifestation. » Et il se trouve qu'en cherchant dans les placards de la Bourse du travail, j'ai découvert ces drapeaux roulés en boule¹⁷. Je les ai fait restaurer et exposer dans des vitrines. La présence du drapeau rouge s'explique par l'existence de deux organisations, dont un syndicat rouge, très minoritaire. Le succès de la grève de 1909 va les amener à fusionner.

J'ai un détail amusant sur les archives de la Bourse du travail. J'ai commis l'erreur classique de l'étudiant qui vient demander aux vieux syndicalistes : « Est-ce que vous avez des archives ? » La réponse est : « Non, nous on ne s'intéresse pas aux archives, nous on est dans le moment présent ! » Donc je suis reparti, ce jour-là. Puis je me suis dit : « Il vaut mieux revenir. » Et je suis revenu en leur disant : « Est-ce que vous avez des vieux papiers ? » Ils m'ont montré le placard : « Va voir là. » Et il y avait des choses extrêmement intéressantes.

Des témoins m'ont dit aussi que les gens dans la manif chantaient l'Internationale, mais aussi une chanson spécifique qui était la chanson de la grève ; j'ai eu de la chance, puisqu'un de mes témoins me l'a chantée, et j'ai pu l'enregistrer.

17. Sur ces drapeaux syndicaux, voir : R. Cazals, « Drapeaux syndicaux, témoins de l'histoire », in N. Gérôme (dir.), *Archives sensibles. Images et objets du monde industriel et ouvrier*, Cachan, Éditions de l'ENS-Cachan, 1995, p. 268-283 ; R. Cazals, « Marques républicaines dans le syndicalisme mazamétain », in M. Agulhon (dir.), *Cultures et folklores républicains*, Paris, CTHS, 1995, p. 97-109.

Figure 1 – Manifestation des grévistes dans la rue principale de Mazamet (23 février 1909)



Carte postale utilisée par Rémy Cazals pour susciter les souvenirs des témoins interviewés dans les années 1970.

Je voudrais revenir sur cette question que vous avez évoquée un peu plus tôt, Michel, du « ils mentent vrai », et je relève votre autre expression : « ils vous baladent ». Je ne sais pas si vous avez tous les trois quelques exemples en tête d'interviewé qui vous aurait ainsi « baladé » en entretien ? Nicolas, vous aviez aussi mentionné cette question des résistances durant l'entretien, et la nécessité de « faire sortir de ses gonds » la personne en face lorsque le récit s'est rigidifié.

Michel Pigenet – J'ai croisé des témoins-acteurs devenus des « pros » du récit résistant, dont le savoir-faire rhétorique, acquis après des années de récits répétés, avait fini par submerger le vécu. Au risque de les y enfermer, voire de les piéger en cas de questions inattendues ou face à des témoignages et des documents contradictoires. Sur un autre registre, j'ai en tête ma rencontre avec un ancien dirigeant et élu communiste d'une importante ville de la banlieue. Le militant, que l'on disait « carré », fut à la hauteur de sa réputation. Je travaillais sur la manif Ridgway de 1952, dont il avait été l'un des organisateurs. Après être revenu plusieurs fois à la charge, j'obtins un rendez-vous conditionné par l'envoi d'un questionnaire précis. Au jour dit, il m'accueillit avec son épouse, préposée à la transcription de ce qui se dirait, tandis que lui-même lisait le texte préparé à l'avance de ses réponses. Il n'y eut pas moyen d'en sortir. L'épisode fleurait bon les années 1950, mais du point de vue de l'entretien, c'était raté !

Rémy Cazals – Je vais évoquer un cas tout à fait particulier d'interview où je me trouvais en face d'un club de retraités de milieu populaire. Parce qu'à Mazamet, il y avait deux clubs : un club plutôt bourgeois et protestant et un club de retraités populaires catholiques. Dans ce deuxième groupe, il y avait une sorte de cheffe, une

dame qui s'est mise tout de suite en avant, elle s'appelait Marie-Germaine Boquet ; elle avait presque 80 ans quand je l'ai interviewée, fille d'un ouvrier, très énergique et péremptoire. Elle affirmait, à propos de cette grève : « Ils ont commencé la grève en plein hiver. Elle s'est finie avec ce qu'on voulait leur donner au début. Ils demandaient dix sous [d'augmentation par jour] ; on ne voulait leur en donner que cinq. Vingt-cinq centimes. Ils n'ont pas voulu les accepter. Mais finalement ils sont rentrés pour rien, rien du tout. On a fait quatre mois de grève pour rien du tout. Et une misère noire dans Mazamet. » Alors je remarque que les gens qui sont autour, qui ont à peu près le même âge et sont du même milieu ouvrier, sont extrêmement gênés car ils savent que c'est faux, et moi aussi je suis gêné parce que moi aussi je sais que la grève s'est au contraire bien terminée. Seulement ces gens-là n'osent pas contredire cette dame, qui est un peu la cheffe du groupe. On tourne un peu en rond, et puis au bout de quelque temps, un monsieur n'ose pas dire qu'elle a tort mais dit que les ouvriers ont obtenu une bonne augmentation de salaire : donc contradiction entre la dame qui dit qu'ils n'ont rien obtenu et le monsieur qui dit (à juste titre, il avait raison) qu'ils ont obtenu satisfaction, « pas totale mais enfin ils ont eu à peu près ce qu'ils demandaient, alors le travail a repris ». Immédiatement, tout autour, les gens font des mimiques qu'il est difficile de capter au magnétophone, mais ils approuvent vraiment. Et là, j'ai été vraiment nul au point de vue théorique sur la question de l'entretien (la théorie dit qu'il ne faut surtout pas manifester de désaccord, prendre position), j'ai aussi fait des mimiques d'approbation à cette affirmation-là. Alors, Mme Boquet a compris qu'elle avait fait fausse route, elle a terminé en disant : « Moi, j'ai toujours entendu dire par mon père : "Ils nous ont donné ce qu'ils voulaient nous donner sans faire grève". » Vous voyez, là, que ce faux témoignage devient un vrai témoignage, parce qu'il nous éclaire sur le fait qu'au sein des familles ouvrières, il y avait des tendances hostiles au syndicalisme et à la grève.

« Essayer de faire comprendre que ce qu'on fait n'est pas de l'ordre du témoignage »

Lieux d'enquête, traces mémorielles et espaces de la recherche

Pouvons-nous revenir sur la question des lieux, et de leur intérêt pour l'enquête ? On pense aux multiples facettes de cette « recherche de plain-pied¹⁸ » que vous pratiquez, Nicolas ; ainsi qu'à l'enquête collective que vous avez menée, Michel, sur les mémoires du travail à Paris et qui a démontré la fécondité d'une « approche par les sites¹⁹ ».

Nicolas Hatzfeld – Un amusement d'enquête – qui permettra de revenir sur le fait qu'on puisse se faire balader – et puis un moment de stress. Après mon travail d'ethnographie dans un cadre sociologique, j'ai très envie de tenter ma chance pour faire l'histoire de l'usine. Il y a un collègue à moi qui a fait l'histoire de l'entreprise,

18. A.-M. Arborio, Y. Cohen, P. Fournier, N. Hatzfeld, C. Lomba et S. Muller (dir.), *Observer le travail. Histoire, ethnographie, approches combinées*, Paris, La Découverte, 2008, p. 18.

19. M. Pigenet (dir.), *Mémoires du travail à Paris*, Grâne, Créaphis, 2008, p. 27.

et ce faisant, il a passé du temps sur le site. Quand je dis « faire l'histoire de l'usine », les gens ne comprennent pas. Ils ne comprennent pas ce qu'il peut y avoir à trouver, sur le moment ils ne comprennent pas. Quand je dis « les gens », à ce moment-là, il s'agit de l'encadrement de l'usine : je demande à l'encadrement de m'autoriser à faire l'histoire du site. Et ils sont bien disposés à mon égard parce que je me suis tenu propre sur moi dans l'enquête ethnographique, je n'ai pas fait d'impair, je n'ai pas ostensiblement pris position d'un côté ou de l'autre, j'étais un ethnographe rigoureux. Ils me disent « d'accord », et là commence une espèce de blanc, ils ne savent pas du tout ce que cela peut être, l'histoire de l'usine : ils ne savent pas. Alors ils me baladent, pas par souci de me balader, mais en essayant de se refiler ce gaillard qui veut faire une histoire qu'ils ne comprennent pas. À ce moment-là, de descente en descente dans la hiérarchie, on finit par me refiler à deux techniciens, vieux, qui n'ont pas grand-chose à faire en cette fin de journée ; eux sont bien embêtés d'avoir l'historien dans les pattes, et tout à coup ils comprennent que de revoir des installations qui sont encore là, qui sont désaffectées, mais qui sont existantes, m'intéresse vraiment beaucoup, et là il y a un éclair, ils sont soulagés. Ils vont m'emmener voir ces anciennes installations, et ça les a passionnés, c'était un des endroits chauds, les plus brûlants de tout le site (de ce site qui avait été de 40 000 personnes) et c'était un endroit désaffecté, où ils se mettent à me raconter des choses dont je comprends que, du point de vue de la production, c'est l'endroit où se concentrent toutes les tensions. Et ils comprennent que je le comprends. C'est une visite qui est extrêmement importante, parce que se jouent toutes les complexités de la supposée rationalité industrielle et là, ça explose à cet endroit-là qui est un capharnaüm, plus ou moins caché, en attente de démolition. Pour moi, ce moment a été très fort, parce qu'à la fin de cette journée, j'ai compris que j'allais pouvoir faire ma thèse, qu'ils me laisseraient faire, que j'aurais un argument pour dire : « Voilà ce que va être ma thèse ! » Je sais que le terrain est déblayé, qu'il n'y aura pas de malentendu sur ce que je viens farfouiller.

Autre exemple : alors que j'avais travaillé pendant six semaines dans un endroit, en repassant dans cet endroit où je m'ennuyais souvent – donc j'avais le temps de perdre mes regards de droite à gauche –, je vois tout à coup une chose à laquelle je n'avais pas prêté attention : un panneau lumineux qui s'appelle « Fin de production ». Tout à coup, je regarde ce truc-là que je n'avais jamais vraiment regardé, et qui était le signe d'un compromis technique et social qui avait existé dans les années 1970, où face à des contestations méfiantes de la part du monde ouvrier à l'égard de l'encadrement, disant : « Vous nous faites faire trop de voitures et vous nous volez du travail puisque vous nous faites faire plus de voitures que prévu », pour apaiser cette contestation-là, l'encadrement avait dit : « C'est simple : on vous fait travailler effectivement plus que prévu parce qu'on anticipe les possibilités de pannes, mais pour vous garantir qu'on est loyaux, on va mettre les chiffres, et si le chiffre prévu est réalisé avant l'heure, on ne vous volera pas, on arrêtera le travail, mais vous saurez que ce n'est pas une panne, vous saurez que vous avez le droit d'aller dans les vestiaires, même avant la fin de la journée, quand on allumera les panneaux lumineux. » C'est aussi un exemple de trésor de visite sur un registre un peu différent, là c'était l'efficacité de la contestation sociale des années 1970 en acte, et un recul relatif de l'encadrement, devant prouver sa loyauté. Voilà deux exemples de la préciosité, de la richesse de l'examen du terrain.

Michel Pigenet – Un retour sur les lieux ? Oui. Où avoir plus de chance de trouver les repères et les traces qui stimulent la convocation des souvenirs au fondement de l'histoire orale ? Le reste est affaire d'accommodements complexes entre l'histoire, dont ils témoignent, la diversité des points de vue auxquels ils renvoient selon le rôle tenu par les acteurs sollicités, les recompositions mémorielles intervenues au gré des contextes de leur mobilisation. Ce qui n'est pas sans poser problème, on l'a dit, aux groupes dominés. « Le temps perdu ne se retrouve que chez les riches. Pour les pauvres, il marque seulement les traces vagues du chemin de la mort²⁰ », constatait Albert Camus, qui savait de quoi il parlait. En ce domaine aussi, le collectif supplée ces fragilités, étaye les résistances à l'oubli, les légitime et leur redonne du sens, fût-ce au prix de ces « mémoires de bois » d'organisations promptes à s'ériger en porte-souvenirs intéressés.

Quand je prépare ma thèse (fin des années 1970-milieu des années 1980), la désindustrialisation-désouvriérisation s'accélère en Berry, où, après la disparition des verreries et le déclin de la céramique, la confection et la métallurgie donnent des signes de faiblesse. Symboliquement, la tréfilerie-pointerie installée à l'emplacement des premières forges de Vierzon ferme, prélude au rasage d'installations, dont certaines remontaient au XVIII^e siècle et qu'il fut impossible de sauvegarder. Un parking inutile a pris leur place. Passons. Pour autant, des dizaines d'usines continuent d'exister dans l'agglomération vierzonnaise. La culture ouvrière est encore vivante, s'affiche sans réticences, en capacité d'agréger les mémoires vives des individus en mémoire collective et autonome. Pas qu'à Vierzon.

Il en va autrement lors de l'enquête, menée entre 2002 et 2005, sur la mémoire du travail à Paris²¹ (Fig. 2). De tout temps, la capitale fut le cadre de mutations rapides, peu soucieuses de préserver des vestiges d'activités à la légitimité incertaine. Mais il y a plus. En ces années 2000, cela fait des décennies que le Paris industriel et ouvrier s'efface, y compris dans le 11^e arrondissement, l'un de ses anciens bastions. Lorsque l'enquête démarre, des traces subsistent pourtant, plus nombreuses qu'il n'y paraît au premier coup d'œil. Pas toujours là où s'affichent les trompe-l'œil des décors de cafés branchés d'un arrondissement en cours de gentrification. Dotée d'un budget substantiel, l'enquête se déroule dans des conditions moins artisanales que les précédentes. Le soutien du Centre d'histoire sociale permet l'organisation d'un séminaire méthodologique et de recherche, tandis qu'un financement important du PUCA (Plan urbanisme construction architecture) permet de doter les équipes de minidisks et de confier la retranscription des entretiens à une professionnelle. L'étude bénéficie du concours d'associations locales, très impliquées, avec Thomas Le Roux, dans la préservation de « l'esprit » de la Maison des Métallos, sur laquelle les promoteurs ont des vues. Ainsi facilitées, les rencontres avec les habitants actuels, interrogés sur leur connaissance des activités présentes et passées du quartier, se déroulent sans problème. Retrouver d'anciens travailleurs, retraités et dispersés aux

20. A. Camus, *Le premier homme*, Paris, Gallimard, 1994, p. 79.

21. M. Pigenet (dir.), *Mémoires du travail à Paris*, op. cit. Fondée sur une approche ethno-historique, cette enquête collective comprend notamment une soixantaine d'entretiens, réalisés sur trois sites parisiens : le Faubourg des métallos du 11^e arrondissement (volet d'enquête dirigé par Michel Pigenet), Austerlitz-Salpêtrière (volet mené par Christian Chevandier, entretiens réalisés par Carole Robert) et Renault-Billancourt (volet mené par Nicolas Hatzfeld, Jean-Charles Leyris, Alain P. Michel et Laure Pitti).

quatre coins de la région parisienne, voire en province, prend plus de temps et doit beaucoup à l'implication de l'Institut CGT d'histoire sociale de la Métallurgie. Malgré l'ampleur des changements intervenus, les syndicalistes restés en contact décrivent aisément le quartier dans lequel ils ont travaillé et milité. Le manque de repères ou leur réagencement au goût du jour complique davantage la remémoration des autres témoins. Par chance, nous disposons de l'étude menée, deux décennies plus tôt, par Marie-Laure Griffaton²², qui a dressé la liste des établissements industriels du quartier, parcelle après parcelle, depuis les années 1880, et dont les photos ont capté nombre de vestiges de son passé productif. À l'aube du XXI^e siècle, les nouvelles affectations des bâtiments sauvés des destructions brouillent les pistes, suscitent doutes et hésitations sur leurs activités d'antan. Les témoins parlent volontiers, en revanche, de leur première journée de travail, décrivent ce qu'eux-mêmes fabriquaient. L'affaire se corse dès qu'on aborde les sociabilités, les sentiments d'appartenance, les horizons d'attente d'autrefois, j'en passe, qui, vivaces dans les années 1970, paraissent définitivement incongrus dans le Paris du XXI^e siècle. Tout handicap mémoriel mis à part, les attitudes oscillent entre l'embellissement nostalgique et le silence. Beaucoup, convaincus ou conscients de l'obsolescence de leurs références, objectent qu'ils n'ont « rien à raconter » ! L'affirmation ne recoupe pas seulement le sentiment tenace du défaut de légitimité patrimoniale propre aux dominés, elle trahit l'embarras de convoquer des repères devenus inaudibles.

La manifestation communiste du 28 mai 1952, manifestation très dure, offre un autre exemple de remémoration difficile. Au début des années 1990, ses motifs et son mode sont incompréhensibles pour quiconque n'a pas vécu les chaos de la guerre froide. En 1968, cette dernière était d'actualité, tandis que la radicalisation de la période rendait plausible son déroulement, quand elle n'en faisait pas un modèle de combativité. Sa relation restait dicible. Vingt ans plus tard, le contexte a changé du tout au tout. Lorsqu'ils acceptent d'en parler, ses acteurs, conscients de « l'anormalité » de l'événement, peinent à expliquer leur participation. Ici, la préparation de l'entretien vise d'abord à aider le témoin à renouer avec un passé plus ou moins enseveli et lui redonner sa cohérence. Nous avons tous vécu, je pense, des expériences similaires. Quand les obstacles sont levés, il n'est pas rare que des blocs entiers de mémoire remontent en surface. D'anciens manifestants, désormais hostiles au PCF, peuvent retrouver, le temps d'un entretien, l'argumentaire et les slogans de 1952. Il est question de « ne pas abandonner la rue aux flics » ; « de faire face aux flics » ; de se réjouir d'avoir « vu le dos des flics »... Conclure que le présent perd le contrôle des souvenirs serait aller vite en besogne et exigerait des compétences que je ne possède pas. Je n'exclus pas, au vu des sourires et des mimiques, une part de jeu, d'humour, de provocation ou d'autodérision dans le rappel pittoresque, sinon exotique, d'un passé que le locuteur sait révolu. Toutes les remémorations ne s'y prêtent pas. L'histoire orale confronte en permanence le chercheur aux limites déontologiques d'enquêtes qui participent toujours d'une intrusion dans le passé de témoins, dont l'accord n'autorise pas plus l'historien à provoquer des remémorations douloureuses qu'à adopter la posture commode de juge aux penchants inquisitoriaux. Au pire, le magnétophone n'a plus sa place, sauf

22. M.-L. Griffaton, « Des faubourgs à la cour. Les bâtiments à usage artisanal et industriel du 11^e arrondissement de Paris aux XIX^e et XX^e siècles », diplôme de l'EHESS, sous la direction de L. Bergeron, 1987.

à muer l'historien en voyeur. J'ai le souvenir des déjeuners de travail au domicile de Marcel Cherrier, dont les gémissements de l'épouse, Lucienne, alitée dans une autre pièce, témoignaient toujours, malgré elle, des séquelles laissées par les terribles tortures endurées après son arrestation, en 1943, et sa déportation.

Figure 2 – Programme de travail en vue du projet « Mémoires du travail à Paris » (2001), Michel Pigenet

Étapes de l'enquête

* Préparation d'un questionnaire :

Canevas pour la conduite d'un entretien plus que questionnaire rigide, le document en cours d'élaboration comportera un tronc commun de questions et des variantes correspondant aux quatre grands types de situations possibles au regard de nos préoccupations : résidant récemment installé dans le quartier, résidant de longue date, actif travaillant toujours dans l'ilot et ancien travailleur.

* Annonce de l'enquête

Plusieurs personnes et associations nous ont d'ores et déjà apporté leur concours et facilité, outre d'éventuelles collaborations, l'entrée en relation avec des témoins auxquels nous n'avions pas songé. Sur cette voie, nous avons prévu de prendre contact avec la Mairie du XI^e arrondissement ainsi qu'avec différents « médiateurs » potentiels d'hier et d'aujourd'hui (directeurs d'écoles, inspecteurs du travail, commerçants, postiers, etc.).

Dans la mesure du possible, on s'efforcera de distribuer à l'avance le questionnaire aux personnes contactées pour un entretien.

* Enquêteurs

Il serait souhaitable que le noyau initial des trois enquêteurs universitaires s'élargisse sans toutefois dépasser le seuil de six à sept personnes au-delà duquel le risque existerait d'une dilution préjudiciable à la qualité des résultats.

Pour mener à bien leur travail, les enquêteurs disposeront de magnétophones fournis par le Centre d'Histoire sociale dont la répartition et le roulement seront fonction du planning de l'enquête.

* Enquêtés

Sans préjuger de l'accueil fait à nos demandes d'entretien, le choix des personnes à interroger relève d'une double démarche. La première suppose un « ciblage » préalable de témoins-clés, incontournables en raison de leur connaissance du quartier. La seconde, aléatoire, procède davantage de la technique du « porte-à-porte ».

A défaut d'objectifs quantitatifs précis, la bonne marche de l'enquête suppose la réalisation de plusieurs dizaines d'entretiens dans une fourchette comprise entre 20 et 50.

* Calendrier et suivi de l'enquête

L'enquête devrait démarrer dans le courant du mois de mars pour se prolonger jusqu'à la fin de l'été. Il revient à chaque enquêteur d'organiser ses interventions au gré de ses disponibilités à partir d'une répartition collective des personnes et secteurs. A cette fin et compte tenu des inévitables ajustements qui, à l'usage, ne manqueront pas de s'imposer, il revient au coordinateur de maintenir un contact régulier avec les enquêteurs. Deux réunions de concertation permettront par ailleurs de faire le point début mai et à la mi-juin.

Nicolas Hatzfeld – Je crois que ce qui se joue, un des freins très forts, est de l'ordre de la compréhension de ce qu'on cherche vraiment, et du décalage par rapport au témoignage. Souvent, les gens savent ce que c'est que le témoignage, en tout cas, ils ont une idée construite de ce qu'est un témoignage. Et un témoignage est souvent pensé par eux comme quelque chose qui doit conforter une représentation. Un des éléments importants pour essayer de sortir, soit du silence des dominés, soit du discours établi des dominants, c'est *d'essayer de faire comprendre que ce qu'on fait n'est pas de l'ordre du témoignage*, mais de l'ordre de l'exploration, de l'ordre de la recherche. C'est difficile, parce qu'ils ont une expérience de l'histoire qui est une expérience

de l'enseignement de l'histoire, c'est-à-dire qu'ils ont l'expérience d'avoir été des réceptacles de discours bétonnés sur le passé. Et quand on dit qu'on est historien, c'est ce qu'ils imaginent. Déjà, les sujets qu'on va traiter les étonnent : « Comment est-ce que cela peut faire partie de l'histoire ? » Mais là où il y a une conquête à faire, pour élargir l'espace de la recherche, de la coopération de ces interlocuteurs, c'est dans le fait qu'on veut explorer du passé qui n'est pas encore convenu, ni d'une façon ni d'une autre. On a raconté les uns et les autres des expériences de petites victoires, de gens qui disaient « Ah ! c'est ça que vous voulez faire ?! », on sait que quand on a cette réaction, tout à coup on voit de l'oxygène qui leur entre dans les poumons : « Si c'est ça, je peux vous dire des choses. » Mais cela passe fondamentalement, pas tant par l'empathie, que par le respect : « Je viens vous interroger avec respect, mais si j'ai du respect pour vous, c'est parce que vous êtes qui vous êtes, bien sûr, mais aussi parce que vous êtes indispensable pour la recherche d'un passé, d'un passé qui n'est pas encore écrit, qui vous concerne, de façon respectueuse et respectable aussi », c'est tout ça qu'il faut faire passer, en termes de représentations du témoignage et de l'histoire enseignée. Cette conquête-là, sous différentes formes, permet vraiment, dans le fond, d'établir le lien commun de ce qu'il faut arriver à gagner dans la construction d'une coopération.

« Accepter que les désordres formels dans le fil du discours renvoient à une structure profonde méritant d'être conservée »

Magnétophone, notes de terrain et transcription

Abordons à présent le versant matériel de ces enquêtes orales. Votre rapport aux pratiques d'enregistrement et aux notes de terrain a-t-il évolué ? Par ailleurs, on sait les difficultés que pose la transcription des entretiens, et de la parole des classes populaires en particulier. Et cette interrogation à laquelle on est alors confronté : comment échapper aux « périls de la transcription » décrits par Raphaël Samuel²³, à savoir la mutilation et la distorsion de la parole des enquêtés dès lors qu'elle est couchée à l'écrit, tout en évitant, à l'inverse, par une reproduction trop proche du discours oral, de stigmatiser les écarts sociaux et culturels, comme le recommandent Florence Weber et Stéphane Beaud²⁴ ? S'agissait-il de questions auxquelles vous aviez réfléchi en amont, et quels choix avez-vous faits, en fonction de quelles considérations ?

Rémy Cazals – J'avais un simple magnétophone à cassettes, je n'ai jamais fait de film. J'ai pris évidemment des notes de terrain sur l'entretien lui-même, ne serait-ce que pour penser à poser d'autres questions, parce que je n'avais pas toujours un questionnaire strict, j'avais seulement les grandes lignes. C'est moi qui ai retranscrit les entretiens. Mon souci évident, c'est qu'il fallait respecter à la fois ce que les témoins avaient dit, la façon dont ils le disaient et leur personnalité, en omettant à l'écrit les faiblesses qu'il pouvait y avoir à l'oral. En fait, il n'y en avait pas énormément : c'étaient des gens qui parlaient lentement, qui réfléchissaient avant de parler,

23. R. Samuel, « Perils of the Transcript », *Oral History*, vol. 1, n° 2, 1972, p. 19-22.

24. S. Beaud et F. Weber, *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, La Découverte, 2010, p. 212.

et finalement il n'y a pas eu beaucoup de transformations à faire pour passer de leur oral à un écrit parfaitement compréhensible. Le seul détail sur ces interviews, dans un milieu où les gens avant 1914 parlaient souvent en patois, c'est que dans l'entretien arrivaient des bouts de phrases en patois avec immédiatement la question : « Est-ce que vous comprenez ? » Le fait que je comprenais arrangeait les choses, et dans la transcription j'ai conservé ces phrases en patois (Fig. 3), avec le problème évident : est-ce qu'on doit faire une transcription phonétique ou une transcription littéraire, comme le veulent les recherches actuelles ? Je me suis fait aider par une prof d'occitan pour passer du phonétique au correct. Il faut aussi s'interroger sur la retranscription de ce qui n'est pas parole : par exemple un silence, ou un geste.

**Figure 3 – La question du patois :
extrait d'une transcription de Rémy Cazals**

En août et septembre 1972, j'ai pu discuter avec Cécile Moutou (née en 1885), ancienne ouvrière du délainage, catholique pratiquante. Elle m'a beaucoup parlé du travail, des conditions de vie, des grèves, de manifestations électorales « du bon côté » (c'est-à-dire des partisans du baron Reille). À l'époque des inventaires de 1906 dans les lieux de culte, qui ont suivi la loi de séparation des Églises et de l'État, elle habitait un hameau de la montagne ; elle décrit ce qui s'est passé pour la petite église de Saint-Pierre-des-Plos :

– Il y a eu quelque chose là ! *Auriàtz vist quicom come mond amont*. Les uns avec des faux, les autres avec des fourches. Chacun portait sa sienne. Eh ben, je vous assure que pardon !

– Vous y étiez aussi ?

– Oh pardi ! *Mancavi pas res ièu*.

– Et que s'est-il passé ?

– Rien du tout ; ils ne sont pas venus. *Se veniàn a venir, eh ben, sai pas ço que se seria passat*. On est partis comme ça, sans rien faire. Quand Monsieur Durand est arrivé à l'usine, il a été très content ; il a remercié les ouvriers d'y être allés. Parce que Monsieur Durand devait être du nombre, du bon côté, quoi ! Et Monsieur Durand a dit que si jamais ils voulaient revenir, il nous avertirait avec un coup de téléphone. Eh ben, le coup de téléphone est arrivé, la semaine après. *Eh ben, i a pas agut diguns a San-Peyre*. Il n'y a eu personne. Ils ont fait ce qu'ils ont voulu. Ils ont pris ce qu'ils ont voulu. Voilà !

Commentaire : Soixante-six ans après l'événement, la propagande transmise par la presse des barons Reille était toujours là, dans une famille de fidèles de l'Église catholique et du baron : « Ils ont pris ce qu'ils ont voulu. »

Nicolas Hatzfeld – De mon côté, j'avais été à une époque prof de français-histoire-géographie en lycée professionnel et j'avais pratiqué des exercices de transcription d'oral. J'avais vu le côté infini, littéralement infini du souci d'exactitude de report de l'oral vers l'écrit. Mais j'avais décroché, je ne m'étais jamais accroché à cette référence totale de la transcription que font d'autres disciplines de sciences humaines. Un repère que j'avais initialement en tête était celui de respecter les personnes et je me suis aperçu que respecter les interlocuteurs dans la transcription était un peu plus compliqué que cette pétition de principe : il y a aussi l'idée qu'ils

se font de la respectabilité, c'est-à-dire qu'ils ont une idée de ce qu'est le « bon français », le français correct, et de ce qu'est l'indignité de mal parler. Il fallait tenir compte non seulement de ce qu'on peut considérer comme faisant partie du spectre de l'oral, mais aussi de cette partie que, eux, considéraient comme portant atteinte à leur dignité. Cela fait rajouter un peu de retouches par rapport à ce qu'on aimerait soi-même, dans un souci d'approcher le plus possible l'authenticité d'un langage, et on s'en aperçoit dès qu'on leur soumet la transcription : il faut tenir compte de ce qu'ils imaginent être un parler convenable.

L'autre chose qui me semble ne pas être tout à fait évidente, c'est accepter l'idée forte que les désordres formels dans le fil du discours renvoient à une structure profonde méritant d'être conservée. On a des interlocuteurs variés, il y en a qui, comme le dit Rémy, suivent un fil discursif assez linéaire et tenu, ce sont des qualités qui existent dans tous les milieux, y compris dans les milieux populaires. Il y a des gens qui, dans tous les milieux aussi, parlent par phrases hachées, par des zigzags, etc., on peut être tenté de recomposer des paragraphes, en recoupant des segments de phrases pour en faire des phrases qui se tiennent de façon linéaire. Je pense qu'il faut faire attention à cette propension-là, parce que les désordres apparents du fil discursif renvoient assez souvent à des associations d'idées qui sont des pistes de pensée très riches et qu'on peut faire une très grande violence à ce qui nous est dit en le linéarisant à l'excès. Donc, il faut respecter cette espèce de foisonnement qu'une partie des interlocuteurs peut porter dans la façon de nous parler.

Michel Pigenet – Mes premiers entretiens se déroulaient sans magnétophone : je n'en possédais pas. Ensuite, sa présence n'a jamais posé de problème, ou presque. Sinon, dans les années 2000, au moment de l'enquête sur les mémoires du travail à Paris, il était recommandé de demander aux témoins de signer un acte de donation d'enregistrement. Pour ma part, l'écrit ne perdait pas ses droits. J'ai toujours opéré avec des carnets, petits ou grands, que je noircissais pendant l'entretien et, parfois, après l'arrêt du magnétophone, quand la conversation qui suivait rebondissait sur des aspects non abordés auparavant. Au moment de l'exploitation, j'ai besoin d'une transcription de l'enregistrement. À ce stade, ma préférence va aux versions les plus fidèles, que j'annote ou souligne. La question de la reproduction croise celles de la restitution et de la citation, lesquelles engagent les témoins, tant sur la forme que sur le fond des propos rapportés. D'une façon générale, j'opte pour l'exactitude, sans m'interdire des retouches au détriment des interjections et, moins systématiquement, d'impropriétés, quelquefois significatives, et, moins souvent encore, de grossièretés, éléments constitutifs du langage et révélatrices de représentations et de sentiments. On ne saurait prétendre à l'exhaustivité. Il n'est pas de paroles sans silence, qu'il importe de marquer, à défaut, d'en indiquer la longueur, ni sans mimiques, que l'écoute ignore si elles n'ont pas été notées ailleurs.

En tout état de cause, à ce stade, l'historien reprend, seul, le contrôle de la source, avec ce que cela suppose de sélection et de hiérarchisation des données recueillies, de mises au service de sa démonstration. Ce qui ne le dispense pas de prendre en compte la « violence de l'interprétation²⁵ », source de remises en cause perturbantes et qui dépossède le témoin de ce qu'il a confié au chercheur. Nul n'y échappe, sauf à

25. O. Schwartz, « L'empirisme irréductible », postface à la réédition de N. Anderson, *Le hobo. Sociologie du sans-abri*, Paris, Armand Colin, 2011.

renoncer à la recherche. Sans doute est-ce vrai de toutes nos sources, à ceci près que la matière, ici, est vivante.

Nicolas, pourriez-vous revenir sur la dimension matérielle de vos enquêtes ? J'aimerais plus particulièrement vous interroger, en tant qu'ethnographe, sur votre rapport aux notes de terrain.

Nicolas Hatzfeld – Sur le plan du matériel, finalement, c'est resté assez stable : le magnétocassette pratiquement tout le temps. Je n'ai jamais réussi à être ami avec le numérique. Les portables maintenant prennent le relais des enregistreurs numériques, qui étaient un peu compliqués d'emploi. C'est visible donc on ne cache pas son jeu, on affiche la couleur ; si l'interlocuteur veut l'oublier, il l'oublie, s'il veut se le rappeler, il se le rappelle. C'est un mode de compromis qui a bien fonctionné à une époque, en attendant la banalisation du smartphone de maintenant.

Pour ce qui est des notes de terrain, les séquences de la thèse et de l'enquête ethnographique amenaient à ce que je prenne deux heures de notes de terrain par jour, avec des verbatim, des éléments d'observation, et les entretiens qui étaient réalisés dans l'enceinte de l'usine n'étaient pas enregistrés – il y a quelque chose de symbolique là-dedans, ce n'était pas de l'encadrement, et ce n'était pas chez eux, c'était la maison de l'entreprise, et là je n'enregistrais pas. Donc là, il y avait des entretiens pris en notes, autant que je pouvais le faire. Après, il y a des choses très importantes sur ce que deviennent ces notes de terrain, qui sont un objet fascinant quand on fait sa recherche. Pendant longtemps, j'ai eu envie de les publier, plutôt que la thèse, parce que j'aimais ces notes plus que le travail d'écriture de la thèse elle-même (Fig. 4). Je pense que je ne suis pas le seul : quelquefois, c'est publié – je ne suis pas sûr que cela passionne autant les lecteurs, mais quelquefois, c'est le cas : certains carnets de terrain sont magnifiques²⁶. C'est un mode de pensée qui, d'une certaine façon, pas toujours structurée, a la souplesse et la vitalité de ce qu'on a dans un entretien bien mené par l'autre. Ce sont donc des modes de pensée qui évitent d'être pris en considération comme faisant partie de l'éventail des modes de pensée et d'écriture recevables et intéressants, et productif de réflexion.

26. Voir par exemple le journal de terrain publié par Jeanne Favret-Saada à partir de 2 600 pages de notes issues de son enquête sur la sorcellerie en Mayenne : J. Favret-Saada et J. Contreras, *Corps pour corps. Enquête sur la sorcellerie dans le Bocage*, Paris, Gallimard, 1981. À partir de l'ouvrage de J. Favret-Saada, Stéphane Baciocchi, Alain Cottureau et Marie-Paule Hille proposent une redéfinition du journal de terrain comme « compte rendu d'expérience » et une conceptualisation du « passage de l'autre côté » comme franchissement, dans l'enquête ethnographique, de frontières de signification *in-group/out-group*. Voir S. Baciocchi, A. Cottureau et M.-P. Hille (dir.), *Le pouvoir des gouvernés. Ethnographies de savoir-faire politiques sur quatre continents*, Bruxelles, Peter Lang, 2018, p. 17-28.

Figure 4 – Nicolas Hatzfeld – D'une « note de chaîne » à l'HDR

D'un côté, une petite page de carnet, de l'autre, sa transcription à l'ordinateur un mois plus tard, puis la photo de l'objet reçu en cadeau que je garde depuis, et sa postérité immédiate et lointaine, en point de départ du mémoire d'HDR.



« Note de chaîne » prise par Nicolas Hatzfeld à Peugeot-Sochaux

Jeudi 11 janvier 1996

À huit heures, j'ai rendez-vous avec un médecin du service médical central. Étourdi, j'entre dans un bureau d'infirmier où je ne suis pas attendu. Une infirmière essaie au téléphone de trouver qui doit me recevoir. Pendant ce temps, l'infirmière d'à côté fait passer une visite médicale à un homme de mon âge. Analyse d'urine, taille, questions et un test manuel qui m'intrigue : serrer avec chaque main un petit instrument métallique en acier chromé et laiton qui comporte un cadran gradué servant à mesurer la force de chaque main. Mais l'homme, si j'ai bien compris, occupait des fonctions techniques et va devenir chef d'équipe. Sa force manuelle n'a donc guère d'importance. Y a-t-il du symbolique dans ce test ? De la routine ? Ou une raison médicale précise et mystérieuse ?

Mardi 6 février 1996

Mon séjour s'achève bientôt et je veux tirer au clair une question qui me tracasse depuis les premiers jours. Avant le travail, je retourne donc au service médical voir l'infirmière que j'avais vu faire passer les visites médicales. Je l'interroge sur un test de force manuelle, qu'elle faisait pratiquer sans raison apparente. Ma question l'amuse un peu : effectivement, ce test est encore presque systématique bien que souvent inutile, comme d'autres pratiques obsolètes selon elle. Bien souvent, ce sont les « visités » eux-mêmes qui demandent l'appareil de mesure, comme on fait souvent pour voir si l'on a gardé ses capacités. Mais ce n'est peut-être pas tout. L'usage des mains reste un enjeu essentiel de l'organisation du travail ouvrier, comme le montre l'importance croissante que prend le problème du syndrome carpien. Est-ce que les « visités » de cette infirmerie veulent en fin de compte passer un « test carpien » ?

Vivement dimanche soir, journal de terrain à Peugeot-Sochaux.

Le jeudi 8 février suivant, sur mon poste en chaîne, je reçois une enveloppe par le courrier interne en provenance du service médical. Elle contient l'instrument métallique : un dynamomètre de Collin, offert par l'infirmière (Fig. 5).

Figure 5 – Le dynamomètre de Collin reçu en cadeau



Figure 6 – La « main des ouvriers »

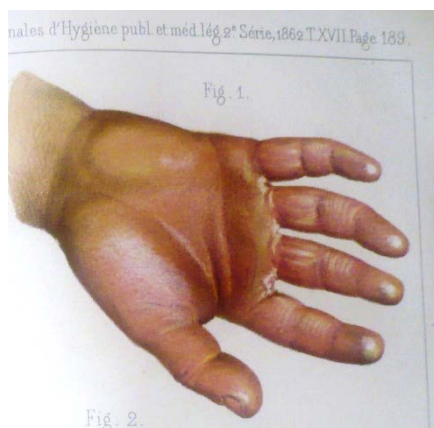


Planche extraite de : Maxime Vernois, « De la main des ouvriers et des artisans au point de vue de l'hygiène et de la médecine légale », *Annales d'hygiène publique et de médecine légale*, n° 17, 1862 p. 190.

Le sujet se retrouve quelques années plus tard dans le mémoire inédit du dossier d'habilitation à diriger des recherches, « Les maladies du geste. Contribution à une histoire du travail ».

« Là on bute : l'entretien oral ne dépasse pas cette limite »

Mutations du travail et savoir-faire ouvrier

La dernière partie de la table ronde est consacrée à des questions plus thématiques, sur lesquelles les trois historiens indiquent quel a été l'apport des sources orales.

Pour commencer, vous avez chacun conduit des entretiens qui documentent le travail et ses mutations, et retracent notamment les gestes et le savoir-faire ouvriers. On pense par exemple à la taille des bûcherons du Cher dans le cas de Michel ; au délainage à Mazamet dans le cas de Rémy ; aux travaux de Nicolas sur la culture technique et la maîtrise du « geste efficace et gracieux²⁷ » dans l'industrie automobile.

Michel Pigenet – Le tournage du film *Les Bochetons* (Fig. 7) s'est effectué avec la participation d'une vingtaine d'anciens bûcherons de deux villages. Pour la circonstance, ils avaient repris leurs outils et accepté de reconstituer un chantier d'abattage de taillis et de bois d'œuvre, ainsi que de fabrication du charbon de bois, en commençant par le tirage au sort des balives attribuées à chacun, jadis organisé par le syndicat, dont ils avaient récupéré la bannière conservée à la mairie. Des techniciens de l'audiovisuel m'ont également accompagné lors de rencontres, en 2000-2001, avec les dockers du Havre, de Fos et de Marseille. Ils ont filmé de longues séquences des différents aspects de la manutention portuaire, des cabines des portiques et des chariots élévateurs aux soutes des navires en passant par les salles de suivi informatisé des conteneurs. Des raisons financières ont empêché la réalisation du film prévu à partir de l'importante documentation réunie et commentée par les acteurs. Tout cela s'est perdu, hélas. On saisissait les savoirs et les savoir-faire mobilisés par les dockers, la persistance de leur engagement physique et des dangers qui vont avec, mais aussi l'extension inédite des frontières du groupe, toujours soudé par le fait syndical. Ainsi les salariés affectés au contrôle par ordinateur du mouvement des conteneurs s'affirmaient-ils dockers, à l'instar de leurs camarades conducteurs d'engins ou en charge de l'arrimage des caisses métalliques. Cinquante ans plus tôt, une telle identification aurait été impensable de part et d'autre. L'intérêt de tels films est de lier paroles et gestes, tous replacés dans leur contexte de travail.

On bute là sur les limites de l'oral, particulièrement en histoire du travail. Comparé à la finitude froide du document écrit, l'entretien autorise la relance du témoin, dont l'intonation de la voix donne chair aux émotions que ravive le récit. Aussi « sensible » soit-il, le témoignage ne se heurte pas moins à l'indicible de l'activité manuelle, pour ne rien dire des astuces et subterfuges du « quant-à-soi » productif ouvrier. Les anciens porcelainiers, que j'interrogeais à leur domicile du temps de ma thèse après avoir parcouru divers ouvrages techniques, pouvaient bien m'expliquer le tournage des assiettes et simuler les gestes de leur calibrage, il manquait la consistance et l'odeur humide de la pâte, l'étroitesse de locaux encombrés de planches de rangement et saturés de poussière, le ronronnement des courroies et des tours en mouvement, le grincement des chariots, la chaleur des fours, les plaisanteries et les jurons des compagnons... Tous éléments indispensables à la reconstitution des contextes de travail.

27. N. Hatzfeld, *Les gens d'usine...*, op. cit., p. 36.

Figure 7 – Photographies prises pendant le tournage des *Bochetons*, Saint-Baudel, 1982



Rémy Cazals – Je connaissais très bien par ailleurs le travail du délainage, par les visites d’usines, par les photos²⁸, par le fait que toute ma famille a travaillé dans le délainage, donc mes entretiens ne portaient pas tellement sur les gestes du travail. En revanche, je pouvais recevoir des informations sur les horaires de travail, qui sont très particuliers dans le délainage : la journée commençait très tôt et quelquefois finissait vers 13 h, 14 h, ce qui permettait aux ouvriers qui n’habitaient pas très loin de l’usine de remonter à la métairie et de passer l’après-midi à faire des travaux d’élevage ou de culture. Voilà une définition de la pluriactivité au niveau familial : les parents restaient à la métairie, les enfants, dès qu’ils avaient 13 ans, l’âge légal, descendaient à l’usine dans la vallée, et quand ils remontaient ou les jours chômés, ou l’été, quand il n’y avait pas assez d’eau pour que les usines fonctionnent, ils travaillaient la terre. C’était de la pluriactivité non pas au niveau individuel, mais au niveau familial ; c’est là-dessus que j’ai pu avoir des informations, de même que sur l’évolution du travail sur plusieurs générations, le passage de l’industrie textile traditionnelle – fabrication de tissus en laine – au délainage des peaux de mouton, qui était une particularité de Mazamet. Avec les spécificités, là où on était le mieux payé, là où on avait le moins de morte-saison. J’ai eu beaucoup d’informations là-dessus. Avec des cas concrets.

Nicolas Hatzfeld – De fait, les entretiens à ce moment-là s’insèrent dans un paquet de modalités d’enquête. Le cœur de ce que je voulais chercher dans la thèse, c’est « qu’est-ce qui a changé dans le travail ? ». Avoir occupé les postes facilitait beaucoup les choses et limitait la curiosité par rapport au discours d’enquête orale. Il y a par contre des sautes brusques qui amènent à des choses parfois importantes : je me rappelle avoir revu quelqu’un avec qui j’avais travaillé pendant six semaines et qui me dit tout à coup : « Il y a plus de travail que quand tu étais là ! » Je sais qu’arithmétiquement, sur le papier, il n’y a pas de changement d’intensité, mais il me dit : « de toute façon, tu le sais bien ! », et il est tranquille sur le fait que je suis moi aussi convaincu qu’il y a plus de travail que quand je le faisais ; je ne pouvais pas adhérer en bloc à cette conviction, mais la conviction était là et disait plusieurs choses sur la perception de l’intensification du travail par des gens qui se voient pris dans des modifications du travail.

Une autre chose qui est très importante et a vraiment compté lourdement dans ma compréhension de ce qui se passait à long terme, c’était quelque chose qui m’était raconté dans un entretien d’enquête orale par Christian Corouge, un partenaire très important de recherche de Michel Pialoux²⁹. À un moment, il m’avait expliqué quelque chose de vraiment historique, pour me montrer le respect dont jouissaient les syndicalistes CGT sur les chaînes dans une époque de répression antisyndicale extrêmement forte ; il disait : « Tu sais, nous on allait voir les chefs », quand il y avait

28. Cette pratique photographique documentant les traces industrielles de Mazamet, poursuivie durant cinquante ans, a fait l’objet d’un ouvrage qui vient de paraître : R. Cazals, *Mazamet l’industrielle, un demi-siècle d’exploration urbaine*, Maisons-Laffitte, Éditions Ampelos, 2020.

29. Nous renvoyons à la publication récente d’un ouvrage rassemblant des textes méconnus ou devenus au contraire classiques : M. Pialoux, *Le temps d’écouter. Enquêtes sur les métamorphoses de la classe ouvrière*, Paris, Raisons d’agir, 2019 (voir la recension par Ingrid Hayes dans ce numéro). Voir aussi, entre autres : C. Corouge et M. Pialoux, « Chronique Peugeot », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 52, 1984, p. 88-95 ; Id., *Résister à la chaîne. Dialogue entre un ouvrier de Peugeot et un sociologue*, Marseille, Agone, 2011 ; S. Beaud et M. Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Paris, Fayard, 1999.

dans leur équipe un ouvrier de 45 ans, et ils s'excusaient de ne pas les avoir déplacés à ce moment-là. Donc cela disait quelque chose sur l'ambivalence de leur position de syndicalistes CGT, par ailleurs pourchassés à cette époque-là, parfois de façon très violente, mais aussi en mesure de s'appuyer sur des règles non dites dans les archives, mais extrêmement importantes, au point qu'un chef s'excuse auprès d'un syndicaliste CGT, établissant qu'à 45 ans au maximum, on était sorti des chaînes. En fait, c'est un système de fabrication qui progressivement consommait de plus en plus et systématiquement de la jeunesse comme force de main-d'œuvre et cela n'était écrit nulle part dans les archives. C'est quelque chose de structurel dans ce système de travail, d'organisation du travail, que l'enquête orale seule m'a permis, alors que j'étais quand même assez familier du truc, de fixer avec cette précision-là, avec cette force-là...

« Chez les dockers, il s'agit [...] d'être un homme, un point c'est tout ! »

Santé au travail, masculinité et pratiques informelles

Sur les questions de santé au travail, les entretiens sont-ils complémentaires des archives, dans ce qu'ils disent en particulier de l'expérience des corps au travail ? Je pense, Nicolas, à un témoignage très frappant donné par un ouvrier sur les chaînes de montage, qui avale des « pointes semence³⁰ ».

Nicolas Hatzfeld – En ce qui concerne les pointes semence, c'est un truc vraiment spectaculaire, mais ce qui était vraiment spectaculaire, c'est que c'était banal. Ce sont des gens qui se mettent des clous dans la bouche et qui les recrachent au fur et à mesure que la voiture avance et qu'il faut qu'ils plantent les clous. Et bien sûr quelquefois ils en avalent, c'est un truc qui fait partie du bizutage dans le monde ouvrier, et que fait-on quand il faut expulser des petits clous bien pointus qu'on a ingérés ? Il y a toute une série de ces éléments-là que l'observation, beaucoup, permet de repérer. Les syndicalistes ont besoin de matériaux tangibles quand ils entrent en bagarre sur ces questions-là, et il y a toute une série de situations d'entretiens, qui sont des situations d'acceptation, des situations parfois de consentement de la part des ouvriers qui exécutent, et que, soit les incisives en entretiens, soit les éléments d'observations permettent de repérer, qui sont extrêmement forts, alors que la conscience de la dangerosité d'un certain nombre d'éléments des conditions de travail n'est pas toujours bien claire de la part des ouvriers.

Cette question du bizutage n'est pas sans lien avec le virilisme ouvrier, que vous avez étudié, Michel, dans le cas des dockers en particulier³¹. Quels ont été les apports des entretiens à cet égard ?

30. N. Hatzfeld, *Les gens d'usine...*, op. cit., p. 325.

31. M. Pigenet, « À propos des représentations et des rapports sociaux sexués : identité professionnelle et masculinité chez les dockers français (XIX^e-XX^e siècles) », *Le Mouvement social*, n° 198, 2002, p. 55-74 ; Id., « Le physique de l'emploi. Corps et esprit de corps chez les dockers », in C. Granger (dir.), *Histoire par corps. Chair, posture, charisme*, Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence, 2012, p. 59-76.

Michel Pigenet – Virilisme, le mot n'est pas de ceux qu'on emploie sur les quais. Chez les dockers, il s'agit de « bien se conduire », « d'être un homme », un point c'est tout. Je me souviens de cet ancien responsable syndical du Havre, place forte du syndicalisme docker, que j'interrogeais sur l'entrée de femmes dans la profession, m'attirant cette réponse définitive : « Au Havre, jamais ! » Je ne sais pas ce qu'il en est aujourd'hui. De toute évidence, pas mal de tâches effectuées par les dockers actuels pourraient être exercées, physiquement parlant, par des femmes. À propos de travaux pénibles, Flora Tristan, de passage à Marseille en 1840, s'émouvait du sort réservé aux ouvrières génoises contraintes de porter d'improbables fardeaux. Refermons la parenthèse. Du côté des hommes, donc, les témoignages recueillis au sujet de la dureté du travail relèvent de deux registres contradictoires. Le premier affiche la fierté d'avoir résisté à tout, du doublage des journées à la manutention du brai, un dangereux résidu de goudron, au déchargement de billes de bois glissantes ou de peaux infestées de vermine... Mais il est également question, parfois chez les mêmes, d'épuisement et de peur : « J'étais tellement fatigué que j'en pleurais ! », « Quand je rentrais chez moi, je n'étais plus bon à rien..., je n'étais plus un homme, quoi ».

Un mot, ici, concernant les fraudes aux accidents du travail qui, dans les ports, furent longtemps une pratique courante. L'indemnisation des accidentés étant plus généreuse que celle du chômage, les dockers intermittents y recouraient dès que l'embauche faiblissait. La fraude n'excluait pas la réalité du dommage corporel en cas de mutilation volontaire. Le cas n'est pas rare de docker avouant s'être « coupé un morceau de viande » pour justifier un arrêt de travail.

Ce qui nous ramène à ce que les entretiens révèlent plus volontiers que les documents officiels. Dans les ports d'avant les conteneurs, le grappillage procédait de la coutume. Il consistait en « prélèvements » sur les marchandises manutentionnées. Dieu sait si les cales des navires et les entrepôts étaient des cavernes d'Ali Baba. Le fait était connu, toléré même, jusqu'à un certain point, que les entreprises quantifiaient sans l'avouer. Qu'elles déploraient, certes, mais sans sévir tant que les dockers restaient discrets et ne franchissaient pas les bornes. Le proscrire revenait à déclencher les hostilités sur un terrain incertain. Dans les ports, monde du négoce, de spéculations et d'« arrangements », les dockers sont loin d'être les seuls, en effet, à sortir des clous. Au Havre, l'un d'eux m'expliquait : « Tu comprends, ils ne peuvent quand même pas trouver à redire à ça, parce que nous, ce qu'on sait, c'est que, quand les balles de coton arrivent, ils les arrosent pour qu'elles pèsent plus lourd... » L'opposition de classe, pensée et vécue comme telle de part et d'autre, n'excluait pas la connivence sur le dos des intervenants extérieurs. Qu'un employeur prétendit s'en extraire l'exposait au déballage public de pratiques peu recommandables dès la prochaine réunion paritaire : « Dites donc, Monsieur Untel, comment ça se passe dans votre entrepôt ? L'autre jour, les tuyaux allaient bon train, hein ! »

Ainsi l'informel, les résistances invisibles, peuvent affleurer dans les témoignages. On pense notamment, Rémy, à ce que vous avez montré sur les fraudes autour de l'âge de l'entrée à l'usine, à Mazamet.

Rémy Cazals – La première loi sur le travail des enfants, c'est 1841 et là, évidemment, je n'ai pas de témoignages, il y a simplement les sources d'archives qui montrent que la loi était très mal appliquée. En ce qui concerne les gens que j'ai pu

interroger, ils étaient plutôt redevables de la loi de 1892, qui prévoyait l'entrée au travail à 13 ans, ou à 12 ans si on avait réussi au certificat d'études. Les gens que j'ai interrogés étaient dans ce cas-là, et tous ont répondu avec des précisions qu'on ne pouvait pas trouver dans les archives écrites. L'un qui dit : « J'ai eu mon certificat d'études à 12 ans et j'ai commencé à 12 ans », et certains qui disent : « Moi j'ai commencé un peu avant, et quand l'inspecteur du travail passait, on me faisait cacher dans une étuve. » Une étuve, c'est une pièce fermée où on faisait fermenter les peaux de mouton, pour les rendre « pelables » (pour détacher la laine du cuir). L'odeur d'ammoniaque provenant de la fermentation était peu agréable et dissuadait les inspecteurs d'aller voir de plus près. J'ai même le témoignage d'une ouvrière qui me dit : « Je suis entrée à 13 ans, mais j'étais tellement petite qu'on ne me donnait pas 13 ans et on me faisait cacher aussi. » Voilà encore des éléments qu'on ne peut pas trouver dans les archives écrites.

« Et voilà, ça c'est le musée de la discrimination syndicale ! »

Récits militants et histoire des mobilisations

Qu'en est-il de l'apport à l'histoire des mobilisations, au-delà des discours rodés des militants ?

Nicolas Hatzfeld – Je vais prendre un cas qui m'a beaucoup surpris. J'interroge un technicien très calme, très pondéré, sur son travail, et il me raconte son retour d'Algérie. Il me dit incidemment que quand lui et d'autres sont rentrés d'Algérie, c'était très difficile de rentrer dans le rang et d'accepter la bêtise de la maîtrise. Il me dit : « Un jour je me suis fait convoquer », et me raconte un petit peu pourquoi : « J'avais envie de retourner le bureau sur la tête de celui qui m'a [reçu] », et il me dit : « On revenait d'Algérie. » Cela me surprend de la part de cet interlocuteur. C'est une incise : c'est pas du off, j'enregistre, mais c'est quand même hors sujet, et ça répondait à quelque chose que j'avais pointé après avoir travaillé sur 1968 : le décalage entre la génération des étudiants qui avaient autour de 20 ans et toute une série d'explications qui correspondaient bien aux jeunes de 20 ans de 1968, mais qui ne correspondait pas à la majorité de ceux qui s'étaient fait remarquer dans les affrontements lors de la grève de 1968, ces ouvriers qui étaient des trentenaires. Donc cela m'avait amené à forger l'hypothèse que ces trentenaires, qui étaient très actifs dans les combats de 1968, étaient peut-être bien des anciens de la guerre d'Algérie ; que ressortait là, à l'occasion de ces affrontements qu'ils menaient avec tranquillité et assurance, quelque chose à la fois du refus susceptible d'être exprimé de l'autorité dans l'entreprise et d'un savoir-faire combatif, combattant. Avec Cédric Lomba, un collègue sociologue, lors d'une enquête sur la grève de 1967 à la Rhodiacéta, on l'a repris comme question d'enquête, une question d'enquête issue donc d'une hypothèse formulée sur un autre terrain, dans le cadre d'une enquête orale³². Cela

32. N. Hatzfeld et C. Lomba, « La grève de Rhodiacéta en 1967 », in D. Damame, B. Gobille, D. Matonti et B. Pudal (dir.), *Mai-juin 68*, Paris, Les Éditions de l'Atelier, 2008, p. 102-113.

fait partie de ces questions de mobilisation sociale, mais plutôt à des points qui sont dans le cœur de la démarche de mobilisation. Après il y avait beaucoup de témoignages sur les conflits de 1968, sur d'autres grèves antérieures, sur les grèves ultérieures, c'est un apport vraiment spécifique à l'enquête orale.

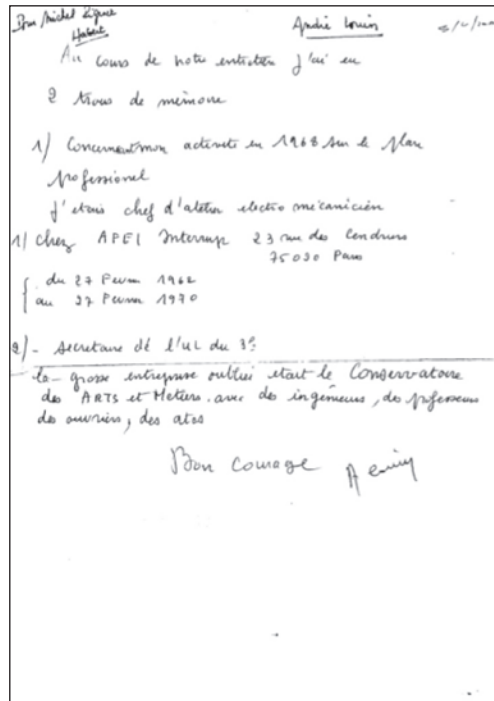
Michel Pigenet – Concernant les mobilisations, un mot sur 1948. J'ai étudié la réhabilitation des mineurs sanctionnés pour fait de grève, en 1948, occasion d'un retour sur les interminables et douloureux lendemains d'une défaite³³. Je n'ignorais pas plus l'échec du mouvement que la dureté de la répression engagée tant par l'appareil d'État que par les Charbonnages, si dure que quinze années s'écouleront avant que la profession ose se lancer, en 1963, dans une nouvelle mobilisation d'envergure, victorieuse, cette fois. Au cours des entretiens menés en 2017-2018, j'ai été frappé par la profondeur, la longévité et l'acuité des traces de l'échec de 1948 et de ce qui avait suivi. Traces profondes et néanmoins à fleur de souvenirs, dont on évitait de parler au sein des familles, où l'évaluation de ce qu'il en avait coûté entretenait un sentiment, aussi tenace qu'inattendu, de honte. Non pas d'avoir fait grève et subi une défaite, mais de leurs conséquences : opprobre de la prison, de l'expulsion du coron, des amendes à payer, des dettes accumulées après huit semaines de grève, de l'impossibilité de retrouver du travail à des kilomètres du puits. La honte allait de pair avec la culpabilité. On s'en voulait de ne pas avoir été à la hauteur de ses devoirs familiaux, des humiliations et de la misère infligées aux siens, reproches que, tôt ou tard, d'une manière ou d'une autre, l'épouse et les enfants formulaient à leur tour. Nouvelle source de honte. Je pense à la fille d'un délégué mineur condamné par la justice et révoqué par les Houillères. Elle explique : « Maman n'a jamais pardonné à papa ce qui s'est passé au moment de cette grève. » Après la libération du mari, les époux ont continué de vivre ensemble, mais, « Quand papa est mort, elle nous a dit : vous ne m'enterrez pas à côté de lui. » Des années après les faits, des fils de licenciés demeuraient interdits de mine. En 2017, peu de grévistes de 1948 vivaient encore. Nous avons surtout rencontré des veuves et leurs enfants. Précision qui a son importance, une bonne partie des sanctionnés étaient des militants, avec une proportion notable d'anciens résistants. Des dizaines se virent retirer leurs grades et décorations. Là aussi, la colère passée, restait la honte.

Si l'on compare avec d'autres vaincus, par exemple les républicains espagnols, la différence est flagrante. Aussi évidente que tragique, leur défaite contraignit beaucoup d'entre eux aux arrachements de l'exil, question de vie ou de mort. L'accueil en France laissa pour le moins à désirer. Pourtant, à la différence des vaincus restés en Espagne, soumis aux persécutions franquistes et forcés au silence, les réfugiés et leurs familles, partis en bloc, cultiveront une mémoire fière de leur drame. Battus, certes, en 1939, mais associés, en 1945, à la chute de l'Axe, ils étaient cette fois du côté des vainqueurs, quand bien même Franco continuait de sévir de l'autre côté de la frontière. Je ne dis pas que, sans même parler des

33. Michel Pigenet participe à un programme pluridisciplinaire consacré à la répression des mineurs grévistes de 1948, envisagée du point de vue de la justice transitionnelle. Voir le documentaire *Réparer l'injustice. La réhabilitation des mineurs grévistes de 1948*, réalisé par Thomas Lacoste et auquel Michel Pigenet a collaboré ; documentaire produit par l'Institut universitaire Varenne en coproduction avec La bande passante, 78 min, 2018. M. Pigenet et D. Tartakowsky (dir.), *Histoire des mouvements sociaux en France, de 1814 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2012.

divisions du camp républicain, la guerre froide n'a pas provoqué de déconvenues, désarroi, déchirements et mises au ban, par exemple en 1950, lors de l'interdiction du PCE en France. Rien, cependant, qui ait nourri une honte semblable à celle éprouvée par les familles de mineurs sanctionnés en 1948 et mise au jour par notre enquête.

Figure 8 – Note complémentaire écrite par André Louin, ancien syndicaliste CGT de la Métallurgie du 11^e arrondissement, quelques jours après un entretien réalisé par Michel Pigenet dans le cadre du projet « Mémoires du travail à Paris » (2002)



Pro Michel Pigenet
Habitat
Après Louin
10/11/2002

Au cours de notre entretien j'ai eu

2 Mots de mémoire

1) Connaissance active de 1968. Son de plan
professionnel
j'étais chef d'atelier électro-mécanicien

1) Chez APEI Interrage 23 rue des Condruins
75020 Paris

{ du 27 Février 1962
au 27 Février 1970

2) - Secrétaire de l'UI de 35

La grosse entreprise où j'ai été le Conservateur
des ARTS et Métiers, avec des ingénieurs, des professeurs
des ouvriers, des ates

Bon courage Pigenet

Rémy Cazals – Pour beaucoup des personnes que j'ai interrogées, qui étaient des ouvriers et des ouvrières à la retraite, un épisode marquant de leur jeunesse était cette fameuse grève du délainage de 1909, qui a duré quatre mois et a été vraiment terrible. La grève était à peu près totale, mais quelques patrons essayaient de faire transporter des balles de laine à la gare pour les vendre à l'extérieur. Les ouvriers réagissaient. Voici un des premiers témoignages que j'ai enregistrés à ce sujet, celui de Robert Estampe (né en 1900) :

J'ai vu des femmes, des ouvrières, se coucher dans la neige devant les pieds des chevaux pour les empêcher d'avancer. Et rien à faire pour se lever. Elles ne se levaient pas. Il fallait qu'on arrête les chevaux. Et on restait sur place. J'ai vu ça devant les magasins et les bureaux de Galibert et Sarrat, à côté de la Banque de France. Moi, je passais là, je venais de l'école à ce moment-là. Alors elles se couchaient là pour empêcher les chevaux d'avancer. Alors évidemment des quolibets, les chapeaux melons qui virevoltaient, etc.

Plusieurs autres témoins ont été marqués par les mêmes scènes, en divers lieux de la ville. Lors de l'interview, en juin 1977, du club 3^e âge, j'avais présenté mon travail, évoqué quelques témoignages antérieurs, décrivant notamment les femmes qui empêchaient de rouler des charrettes chargées de laine. Aimé Vidal a alors pris la parole :

J'avais 13 ans, j'étais en âge de comprendre ce qui se passait. Et quand vous parliez tout à l'heure des femmes qui s'étaient couchées devant les chevaux, tout ça, je l'ai bien vu, à la gare, là, au fond du Jardin public, au carrefour. Il y avait un bonhomme de Saint-Amans qui arrivait avec des vaches, une pleine charrette de bourras [des vaches tirant une charrette chargée de petites balles de laine]. Et alors il y avait des femmes qui se sont allongées carrément au milieu de la rue. Et alors, elles lui disaient : « Si tu n'es pas un fainéant, passe-nous dessus ! » Les hommes sont arrivés et tous ces bourras ont été éparpillés partout. Je m'en rappelle comme si je le voyais.

À la différence de mes collègues qui ont travaillé sur des événements prestigieux de 1968 et sur les grandes grèves des mineurs, pour moi, chez mes témoins, il n'y avait pas de discours rodé. C'était la première et unique fois qu'on les interrogeait là-dessus, donc c'était vraiment un discours spontané qui ne répétait pas ce qu'ils avaient déjà dit à un autre.

J'ajoute juste un détail amusant. J'ai tenu à « restituer » les informations reçues et j'ai publié un livre sur ces ouvriers avant 1914, avec au centre cette fameuse grève de 1909³⁴ ; quelque temps après la publication, j'ai continué à discuter avec les uns et les autres à la Bourse du travail de Mazamet. Un des syndicalistes se met à me raconter une anecdote et tout à coup s'arrête et me dit : « Je l'ai lu dans votre livre ! »

Un autre domaine que les entretiens, parfois adossés à l'observation, permettent de saisir de manière particulièrement fine est celui des moments de sociabilité, et du « hors travail ». Nicolas, vous avez bien montré dans vos travaux tout ce qui se noue dans les pauses casse-croûte, par exemple.

Nicolas Hatzfeld – Sur l'usage de soi dans l'enquête, j'ai écrit des choses sur le casse-croûte et sur le fait que le casse-croûte est un moment où l'on trouve des conflits de légitimité et de propriété : à qui appartient le temps du casse-croûte³⁵ ? Est-ce qu'il appartient aux gens qui mangent ou est-ce qu'il appartient à l'entreprise ? Pour ce qui est de l'usage de soi, il y avait quelque chose que je vivais à ce moment-là, en 1996, quand je faisais l'enquête ethnographique, qui était de l'ordre de mon propre malaise, que ma place n'était pas tout à fait évidente, à l'endroit où je m'installais pour casser la croûte. En gros, j'avais tout un collectif qui cassait la croûte ensemble, et je m'asseyais là parce que j'avais de bonnes raisons (c'était tout près de mon poste de travail), mais cela bousculait un peu les habitudes et la bienséance, et renvoyait à quelque chose que j'avais connu quand j'étais vraiment ouvrier quelques décennies avant : quand quelqu'un arrive dans un endroit de ce type-là, dans un moment de ce type-là, c'est-à-dire un endroit qui n'est pas un endroit de travail légitimement contrôlé par l'entreprise, cela bouscule énormément de choses, un nouveau venu, la

34. R. Cazals, *Avec les ouvriers de Mazamet...*, *op. cit.*

35. Voir en particulier N. Hatzfeld, « La pause casse-croûte. Quand les chaînes s'arrêtent à Peugeot-Sochaux », *Terrain*, n° 39, 2002, p. 33-48.

façon dont il s'installe, la façon dont il est accueilli ou n'est pas accueilli : les habitués du lieu le ressentent, à fleur de peau, pas forcément en mal, mais ce sont des choses qui sont extrêmement sensibles, cette espèce d'enjeu de savoir à qui appartient ce lieu et quelles sont les règles du savoir-vivre dans un lieu ou un moment qui n'est pas formellement, légitimement dédié à l'organisation par le patron et l'entreprise.

Sur la sphère privée et ce qu'apporte l'enquête, on a beaucoup insisté sur le fait d'explorer et de faire comprendre à des gens ce qu'on cherche et qu'ils n'imaginent pas forcément être du domaine de l'exploration historique. Il y a des moments où on est, d'une certaine façon, attendus. Il se peut que Rémy Cazals ait quand même rencontré cela, en étant l'un des premiers à avoir écrit là-dessus : il se peut qu'il ait été attendu, qu'il ait fait du bien à des gens qui attendaient l'intervention d'un historien ou d'une historienne, sur un sujet comme celui-là. Je sais que je l'ai vécu, deux fois en tout cas : une fois, j'arrive chez quelqu'un qui ouvre la porte et me dit : « Est-ce qu'on vous a parlé de ce sujet-là ? » – on n'a pas eu le temps de s'installer, il voulait être sûr que ce sujet-là serait abordé, sujet qui lui tenait énormément à cœur – le fait que la maîtrise s'était fait déposséder de l'autorité dans l'usine par les techniciens et les ingénieurs. Une autre fois, un ouvrier, un ancien syndicaliste, m'accueille et me conduit dans son garage, d'une propreté extraordinaire, et me montre des rayonnages de documents rangés : « Et voilà, ça c'est le musée de la discrimination syndicale ! » C'était « le musée », c'était destiné à faire voir à des gens, à être vu, et il attendait, sans se l'être dit sans doute ; il y a donc aussi quelquefois des sujets qui tiennent beaucoup à cœur et attendent des historiens, des historiennes pour les traiter.

Ces expériences d'enquêtes orales ont-elles transformé votre manière de faire de l'histoire, de concevoir le travail historique et l'histoire sociale ?

Rémy Cazals – Comme je l'ai dit au départ, mon intention était de « ramasser » un maximum de documents, d'archives, documents de terrain, sources orales. J'ai donc fait ce travail au début des années 1970 pour ma thèse, j'y suis revenu un petit peu après, mais pas beaucoup. J'ai abandonné cette démarche, mais je tiens à citer le travail d'une de mes étudiantes, Laure Canezin, qui a écrit l'histoire de vie d'une syndicaliste de Mazamet, Marcelle Cros (1943-2011)³⁶. De mon côté, je me suis lancé dans la recherche des documents écrits, des témoignages écrits des combattants de la guerre de 1914-1918, en privilégiant les combattants d'origine populaire qui jusque-là n'avaient pas eu la parole. Le premier que j'ai eu la chance de trouver, c'est le tonnelier Louis Barthas³⁷, depuis j'en ai trouvé d'autres. Il y a un certain parallélisme entre donner la parole à d'anciens ouvriers et donner la parole par l'écrit au simple combattant. J'avais constaté pour ma thèse que ceux qui parlaient des ouvriers étaient les patrons, les journalistes, les policiers éventuellement en cas de répression, et que ceux qui parlaient des poilus étaient souvent des officiers, des journalistes, comme cet affreux Maurice Barrès qui a fait toute la guerre dans son

36. L. Canezin et M. Cros, « *Il suffisait de ne pas avoir peur* ». *Histoire de vie d'une syndicaliste*, Albi, SnNot-Institut tarnais d'histoire sociale, 2014.

37. R. Cazals, *Les carnets de guerre de Louis Barthas, tonnelier, 1914-1918*, Paris, La Découverte, 2013 [1^{re} éd. : Maspero, 1978]. Voir aussi Id. (dir.), *500 témoins de la Grande Guerre*, Portet-sur-Garonne, Éditions Midi-Pyrénéennes, 2013.

bureau parisien. Je voulais donner la parole aux ouvriers et aux poilus, il me semble que ces deux démarches sont assez proches.

Michel Pigenet – Sans les entretiens, je ne serais pas devenu un historien du travail. Un historien des travailleurs, oui, mais un historien du travail, probablement pas. C'est au fil de rencontres imprévisibles, je veux dire hors démarche universitaire explicite, que j'ai saisi l'importance de ce qui se jouait au travail, cadre et lieu de transmission et de probation de savoir-faire, de socialisation par le rapport aux autres et aux normes, d'expériences de pouvoirs et de dominations, de négociations, de compromis, de coopérations, de concurrences et d'antagonismes, d'agrégations... Ces discussions furent décisives dans les infléchissements majeurs d'une recherche sur la « formation d'une classe ouvrière », au centre de ma thèse d'État. Convaincu du rôle du travail – et des territoires – dans l'émergence de consciences collectives, je me suis efforcé de surmonter les obstacles épistémologiques à son appréhension en l'absence de sources orales, j'ai composé ma démonstration en conséquence, avant de la signifier dans le titre de la thèse³⁸. Orientation confortée et approfondie par la suite, des dockers aux salariés des centres d'appels, ce qui n'allait pas de soi en des temps où l'histoire du travail ne retenait guère l'attention des collègues, à commencer par les contemporanéistes, mais ne dérivons pas...

Deuxième point, c'est à la faveur d'entretiens qu'a germé et a pris forme la réflexion que je mène sur la « politique ouvrière ». Je l'ai dit, le Cher fut un terrain de militantisme avant d'être celui de ma thèse. Dans les années 1970, le département était « rouge », rouge vif même. Un électeur sur trois votait communiste, en ville comme dans les villages. J'ai participé à des campagnes électorales, j'ai même été candidat aux cantonales dans ce qu'on appelait la « petite Vendée berrichonne », où le PCF, par exception, plafonnait à 10 %. Ce qui n'empêchait pas de pratiquer le « ferme à ferme » et d'être bien reçu. Lors des réunions, les sympathisants venus écouter le candidat l'approuvaient en hochant la tête et l'assuraient qu'ils voteraient « rouge, bien sûr ». À Vierzon, on disait « voter ouvrier ». Ce qui ne satisfaisait qu'à moitié le militant, qui aurait préféré une désignation partisane plus explicite, car, enfin, il y avait « rouges » et « rouges », « parti ouvrier » et « parti ouvrier ». Bref, tous ne se valaient pas ! « T'inquiète pas, on sait qui sont les bons », répondaient les plus bavards afin de me rassurer sur le bulletin qu'ils glisseraient dans l'urne. Je voulais bien, mais... Il y avait toujours quelqu'un, alors, pour rappeler le conseil ancestral : « Vote rouge, mon gars, disait mon père [mon oncle ou mon grand-père], ils auront bien le temps de blanchir ! » Je ne saurais dire combien de fois je l'ai entendu, aux quatre coins du département. La consigne, ancrée dans une histoire qui remonte à la Seconde République, point de départ de la tradition rouge régionale, résumait un rapport au politique que je me suis efforcé d'approfondir. Elle éclairait certaines spécificités berrichonnes, par exemple le décalage de longue durée entre une forte audience électorale, passée des démoc-socs au socialisme vaillantiste, puis au communisme, et la relative modestie des effectifs partisans. L'affichage de la couleur lors des campagnes électorales, par voie de cris, de chants, de placards et de graffitis, dans les cabarets et les cafés « rouges », ainsi distingués de leurs rivaux « blancs », n'allait pas jusqu'à l'encartage. Ce contraste, révélateur d'une mise à distance, prudente, méfiante ou désabusée, du partisan et de l'institutionnel,

38. M. Pigenet, « Les ouvriers du Cher (fin XVIII^e siècle-1914)... », *op. cit.*

interrogeait. Vote de radicalité et d'identification, le vote rouge, définitif sous des étiquettes changeantes, valait moins adhésion et remise de soi qu'expression d'aspirations simultanément sociales et politiques, l'une de ses constantes. Le constat appelait à creuser la question de l'altérité fondamentale des cultures et pratiques ouvrières avec les procédures, rituels et valeurs de la politique instituée. Au-delà, il invitait à revenir sur les usages que les ouvriers et les classes populaires font des ressources du politique, dans la perspective d'une histoire sociale et anthropologique du politique, à relire les processus dits de « politisation » et à revisiter de ce point de vue les épisodes et courants historiques, du sans-culottisme au communisme en passant par la Commune de Paris ou le syndicalisme d'action directe, porteurs de projets politiques alternatifs.

Rémy Cazals est professeur émérite à l'Université Toulouse Jean-Jaurès. Il a travaillé sur l'histoire de l'industrie textile en Languedoc en s'attachant particulièrement aux acteurs, aux techniques et aux paysages. Son dernier livre, sous le titre *Mazamet l'industrielle*, reprend *Un demi-siècle d'exploration urbaine* (Ampelos, 2020). Découvreur de nombreux témoignages de combattants de la Première Guerre mondiale, il a fait partie du comité scientifique de la Mission du Centenaire. Membre fondateur du CRID 14-18, il a dirigé le livre collectif *500 témoins de la Grande Guerre* (Éditions Midi-Pyrénéennes, 2013).

Nicolas Hatzfeld est professeur émérite à l'Université d'Évry Paris-Saclay et membre de l'IDHES. Sur le XX^e siècle, il étudie le travail industriel, la santé des travailleurs, les représentations filmiques du travail, les mouvements sociaux. Membre de l'Association française pour l'histoire des mondes du travail, il participe à la rédaction de revues d'histoire et de sciences sociales, et a récemment codirigé *Les enquêtes ouvrières dans l'Europe contemporaine* (La Découverte, 2019).

Michel Pigenet est professeur émérite d'histoire contemporaine à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et membre du Centre d'histoire sociale des mondes contemporains, qu'il a dirigé de 2010 à 2014. Ses recherches portent sur l'histoire du travail, des travailleurs, des milieux populaires et des mouvements sociaux. Il a présidé l'Association française pour l'histoire des mondes du travail (2013-2016), dont il est membre fondateur. Il a récemment codirigé l'ouvrage collectif *La CGT (1975-1995). Un syndicalisme à l'épreuve des crises* (Arbre Bleu Éditions, 2019) et assuré la réédition d'écrits de Friedrich Engels, *Le rôle de la violence dans l'Histoire et autres textes* (Le Temps des cerises, 2020).